

Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



**Ni la planète, ni l'humanité ne peuvent plus
se permettre le capitalisme !**

SOMMAIRE

Vers la désagrégation du capitalisme mondial.....	2
Conférence sur le climat de Paris - un autre échec.....	5
La dernière manœuvre de Poutine en Syrie.....	9
La Turquie abat un avion de chasse russe.....	12
Barbarie, Barbarie et ENCORE PLUS de BARBARIE.....	13
RÉVOLUTION AU ROJAVA ?.....	14
La Guerre Populaire, ce n'est pas la Guerre de Classe.....	17
Grèce, les élections du 20 septembre.....	21
Luttes ouvrières en Turquie. «Nous ne voulons pas de syndicats, nous avons mis sur pied des conseils ouvriers».....	23
Tract du Comité Interpro Paris-Est diffusé devant le tribunal de Bobigny (procès Air France, 2 décembre 2015).....	24
Manifeste internationaliste de conscrits grecs : «Nous ne participerons pas à la guerre contre les migrants».....	25
La contribution allemande au génocide des Arméniens.....	27
Vie du Parti.....	30
En mémoire de Sandro Saggiaro.....	31

Vers la désagrégation du capitalisme mondial

Dans notre dernier numéro¹ nous avons contesté les affirmations des grandes instances capitalistes, comme le FMI ou l'OCDE et les divers commentateurs financiers, qui travaillent pour les grandes banques d'investissement sur un scénario rose qu'ils ont brossé pour la croissance de l'économie mondiale. Ils nous ont assuré que la reprise en 2015 depuis la liquidation de la bulle spéculative de 2008, était maintenant bien avancée. Ils en sont beaucoup moins sûrs aujourd'hui.

2016 s'est ouvert avec une plongée des marchés boursiers (en Chine la liquidation a été si grande qu'il a fallu par deux fois suspendre le marché), la baisse des prix du pétrole et la baisse de la production manufacturière dans un certain nombre de grandes économies de la planète. En fait la production industrielle mondiale a ralenti pour se trouver à son plus bas niveau depuis 2009. Les dits BRIC, qui étaient censés être les marchés émergents où investir, soit ne se développent pas aussi vite ou sont dans le pétrin. Ceci est particulièrement le cas pour le Brésil et la Russie, où les recettes publiques ont chuté. Au Brésil, cela a conduit à une crise politique tandis que le gouvernement du Parti des travailleurs fait face à la contestation pour les dépenses sociales et qu'il est embourbé dans un scandale de corruption pour la compagnie pétrolière d'État. En Russie, la chute des prix du pétrole et du gaz a créé tant de problèmes que même Poutine ne peut pas cacher les faits. Il a déclaré au magazine allemand Bild :

*"Nous assistons à une diminution de la production intérieure brute de 3,8 pour cent, de la production industrielle de 3,3 pour cent et une augmentation de l'inflation, qui a atteint 12,7 pour cent."*²

En ce qui concerne les États-Unis, la banque d'investissement Goldman Sachs nous a annoncés à la fin de 2015 que *"La déception pour la croissance de cette année est la treizième à ce jour au cours des seize dernières années depuis 2000. L'impact cumulé de ces accidents de prévision a été de 3,3pp (points de pourcentage) en moins sur le niveau du PIB réel depuis 2011 et de 14,9 pp de la baisse depuis 2000."*

Et comme pour 2016:

*"Tant notre propre estimation de la croissance potentielle à long terme et du FOMC³ (la Fed US) sont en dessous du consensus à 1,75% et 2%, respectivement, et nous soupçonnons que les estimations pourraient encore baisser si la croissance continue de décevoir."*⁴

1 "Sur la supposée reprise économique internationale" dans *Revolutionary Perspectives* N° 06. voir également sur notre site.

2 Voir : http://www.upi.com/Business_News/Energy-Industry/2016/01/11/Putin-says-economy-under-threat/8231452508249/?nll=1

3 (NdT) Federal Open Market Committee (FOMC) il fixe les objectifs du taux au jour-le-jour du marché monétaire américain, les *Fed Funds*. Pour y arriver, les instruments dont il dispose sont : le taux d'escompte, le taux des réserves obligatoires et surtout les opérations sur les marchés de taux d'intérêt, essentiellement sur des emprunts d'État courts.

4 Cité dans "Prédictions pour 2016" Michael Roberts in :

Et nulle part ailleurs la faiblesse de toutes les prévisions de croissance n'a été soulignée autant que l'impact de la crise sur les marchés boursiers chinois depuis la Nouvelle année. Le marché boursier chinois est pratiquement un marché fermé aux investisseurs étrangers, il joue un rôle mineur dans l'économie réelle (il est essentiellement un débouché pour la classe moyenne chinoise). Alors pourquoi les investisseurs de l'Ouest ont-ils répondu en retirant leur propre argent des principaux marchés boursiers? La raison est qu'il n'y a plus aucune confiance dans les prévisions de croissance et certainement pas pour la croissance chinoise sur laquelle l'économie mondiale s'est appuyée depuis si longtemps⁵. Les tentatives de Pékin de maintenir les taux de profit et la croissance par la promotion d'un boom de la construction en réponse à la récession mondiale ont seulement créé une nouvelle bulle spéculative. Elle a porté atteinte à la réputation de la Chine d'être une valeur sûre. L'annonce du flottement du renminbi a également pour but de relancer les exportations chinoises à travers une dévaluation compétitive⁶, mais elle a abouti en une chute massive de sa valeur et maintenant l'État chinois utilise ses importants fonds souverains à un taux qui sera épuisé dans quelques années.

Le bouquet final est que tandis que le gouvernement chinois parle encore d'une hausse des taux de 7% de croissance, personne ne les croit plus vraiment. Par exemple Nevsky Capital, un fonds spéculatif pour les marchés émergents, vient de mettre la clé sous la porte et de fermer son fonds. Le fondateur et patron du fonds, Martin Taylor, a écrit une lettre ouverte pour expliquer sa décision en développant l'idée qu'il ne faisait pas confiance aux dirigeants des gouvernements des «marchés émergents» - et certainement pas à ceux de la Chine pour lesquels il dit :

"Une partie des données les plus importantes produisent toujours en croissance, n'est tout simplement pas crédible".

En fait, beaucoup d'entreprises d'investissement sont en train de faire leurs propres estimations sur la croissance réelle de la Chine comme étant proche de 2,4%.⁷

<https://thenextrecession.wordpress.com/>

5 (NdE) voir « *La crise de l'économie chinoise* » par Mylène Gaulard : <http://www.contretemps.eu/interventions/crise-capitalisme-chinois>

6 (NdT) Cette idée se discute. Le yuan est aujourd'hui surapprécié, et se trouve à un niveau bien supérieur à celui de 2007: en fait, les Chinois savent très bien qu'une dévaluation compétitive ne relancerait pas les exportations (50% des exportations sont composées de produits assemblés, et la hausse du coût des composants intermédiaires importés, en cas de dépréciation du yuan, rendrait finalement moins compétitifs les produits chinois)... C'est un des raisons pour laquelle la banque centrale chinoise épuise ses réserves de change, afin d'éviter une chute de sa monnaie qui ne ferait qu'affoler tout le monde. Le flottement servirait donc en priorité à éviter l'entrée des capitaux spéculatifs et à assécher leur masse. Cette stérilisation s'effectue par la vente d'obligations d'État (ou des bons de la Banque centrale). Il y a aussi la volonté que le Yuan face partie du cocktail de monnaie comme le dollar, l'Euro,... etc...

7 Voir John Authers "Une économie mondiale fragile prise dans

Le vrai problème est que toutes les solutions essayées d'assouplissement quantitatif (« quantitative easing ») de taux d'intérêt négatifs ont seulement augmenté la charge de la dette dans une tentative de renflouer le secteur financier. Ils n'ont rien fait pour « l'économie réelle ». En effet, ces politiques ne traitent que les symptômes et non la véritable cause de la crise qui se trouve dans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Celle-ci fonctionne en permanence et peut partiellement être arrêtée par de nombreuses contre-tendances. Mais à la fin, l'augmentation constante de la domination du travail mort (capital constant) sur le travail vivant qui crée de nouvelles richesses sous la forme de plus-value (ou travail non payé), signifie que le système arrive régulièrement à un point où les possibilités d'investissements rentables sont si peu importantes qu'il y a un ralentissement général des nouveaux investissements de capitaux.

Le capitalisme est arrivé à ce point-là dans les années 1970, lorsque le taux de profit était si faible qu'il a mis fin au boom d'après-guerre. Les capitalistes ont eu deux stratégies pour tenter de surmonter cet obstacle. La première est généralement décrite comme keynésienne. Elle implique une plus grande tutelle de l'économie par l'État et de ses dépenses pour créer un cercle vertueux dans lequel l'économie se développe par les investissements d'État dans les infrastructures. Des augmentations de salaires sont concédées, mais seulement à travers le mécanisme du financement du déficit (la planche à billets). Cependant cette politique a conduit à l'inflation et aux budgets déséquilibrés et quand il n'a pas réussi à réprimer la lutte des classes, le capitalisme s'est tourné vers un plan B. Le monétarisme ou le néo-libéralisme a été adoptée dans les années 1980 et 1990 dans le monde entier (en commençant dans les pays anglo-saxons). Il a organisé la privatisation des industries clés, l'abandon de la défense des industries de base et la déréglementation de la finance internationale. Cela a conduit non seulement à la mondialisation et l'évolution de l'investissement dans des pays comme la Chine, mais encore à une financiarisation croissante (ou la dette a alimenté l'expansion) de l'économie capitaliste. À la fin des années 1990, cette politique a été adoptée avec enthousiasme par l'ensemble du spectre politique capitaliste et a conduit inéluctablement à la bulle spéculative qui a éclaté en 2007-8. L'expansion massive de ce capital fictif dans la période allant jusqu'au krak semblait parfois défier la logique économique. Ce qui nous a surpris ne fut pas que le crash soit survenu, mais le fait qu'il ait fallu si longtemps pour qu'il arrive. Mais l'accident n'a pas conduit à une dévaluation du capital productif et certainement pas à l'échelle requise pour que l'accumulation rentable redémarre. Au lieu de cela, l'intervention de l'État a simplement émis des obligations ou acheté des obligations existantes et ainsi les gouvernements ont créé de l'argent et développé la dette des institutions financières pour sauver la peau de l'ensemble de la classe capitaliste.

Et rien de ce qu'ils ont fait depuis n'a, soit traité la crise de la rentabilité, soit altéré la recherche éperdue d'argent rapidement spéculatif. Nulle part cela n'est mieux illustré que par la folie rencontrée par les matières premières comme le pétrole, le cuivre, etc. Elles aussi semblaient défier la logique jusqu'au milieu de l'année 2014 quand leurs prix ont

la chute de la Chine Financial Times 9 Janvier 2016.

grimpé alors que personne ne semblait les utiliser. Ceci était largement dû au fait que la Chine stockait les matières premières et que les spéculateurs (à savoir des fonds financiers spéculatifs, etc.) les vendaient parce que c'était maintenant le seul endroit où des profits pouvaient vraiment se faire. Ce qui n'est pas dit, c'est qu'ils sont alimentés par la dette. Quand tout le monde a remarqué que des réserves de pétrole ont été construites et les stocks de métaux non utilisés, les prix ont commencé à baisser. Ils sont maintenant en chute libre. Parce que :

« Le ralentissement est exacerbé par l'augmentation de la financiarisation, qui a converti les marchandises en produits négociables. Les flux de trésorerie des ventes futures ont été monétisés pour rassembler de grandes quantités de la dette pour financer l'expansion. La garantie des marchandises fixe l'expansion de l'emprunt et du commerce. Ces produits « dérivés » permettent à de nouveaux participants, autres que les consommateurs et les producteurs, d'investir dans l'attente de prix plus attractifs. »⁸

Le même auteur nous informe alors qu'entre 2004 et 2014 (et surtout après 2008) "la dette des entreprises des marchés émergents est passée de 4 milliards de dollars à 18 milliards" ; la plupart de cette dette "en particulier en Chine, en Russie, au Brésil, au Mexique et au Chili" est liée aux matières premières. Or ces pays ont besoin d'argent pour payer leurs dettes qu'ils continuent à produire même quand ce n'est plus rentable. Le même besoin de financement de la dette pousse à réduire les coûts ainsi, comme cela était tout à fait prévisible, il y a une crise de l'emploi dans ces industries. Les mises à pied dans l'industrie du gaz de schiste comme dans la production conventionnelle ont un grand impact aux États-Unis, mais la chute des prix des matières premières retombées en a dans le monde entier, ainsi les récentes pertes d'emplois dans l'industrie du pétrole à Aberdeen⁹ et dans les interruptions de la production d'acier à travers le Royaume-Uni de Redcar à Port Talbot¹⁰ l'illustre.

Certains disent encore que malgré tous les problèmes, les choses s'améliorent. Janet Yellen, présidente de la Fed, a colporté des rumeurs sur "une reprise durable" en novembre alors qu'elle a finalement annoncé un quart de pourcentage de hausse des taux d'intérêt américains sur la foi de certaines données douteuses d'emploi et de consommation. Après avoir retardé la hausse pendant plus d'un an des taux d'intérêt, en novembre elle a admis que les États-Unis et l'économie mondiale étaient toujours malades. Toutefois, elle est encore plus malade maintenant depuis que la faible croissance s'ajoute considérablement aux problèmes de remboursement de la dette de ces mêmes marchés émergents déjà en difficulté.

⁸ Satyajit Das "La financiarisation a rendu le secteur des produits de base plus vulnérables" Financial Time 30 Décembre 2015. Pour les origines de la chute du prix du pétrole voir notre article <http://www.leftcom.org/en/articles/2015-02-05/oil-and-the-shifting-sands-of-imperialism>.

⁹ (NdT) Capitale du pétrole de l'Europe du fait de l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord : <http://prixdubaril.com/news-petrole/61273-aberdeen-frappee-de-plein-fouet-par-la-c.html>

¹⁰ (NdT) Tata Steel prévoit de supprimer 750 emplois sur le site de Port Talbot au pays de Galles et 300 de plus à travers le pays qui s'ajoutent aux milliers de suppressions annoncées en 2015. Voir : <http://www.lessentiel.lu/fr/economie/story/Tata-Steel-supprime-encore-1-050-emplois-17669141>

Il y en a aussi d'autres qui pensent que nous pouvons revenir au keynésianisme (certains prétendent que c'est le «socialisme»). Il y a Larry Summers (un monétariste repentant), Joseph Stiglitz (un repentant de la Banque mondiale) ou le Parti travailliste britannique de Jeremy Corbyn. Ils blâment la crise du fait de l'accroissement des inégalités. Alimentée par l'amour pour le Capital de Piketty¹¹, ils font valoir que les dépenses d'infrastructures, l'augmentation des taxes sur les sociétés et l'augmentation de la consommation résoudront le problème et ramèneront la «croissance». C'est vraiment un «retour aux recettes de l'avenir» qui passe à côté de la question. L'inégalité croissante est la conséquence de la crise et non sa cause. La vraie question qui doit être résolue est la question de la rentabilité que nous n'avons cessé de souligner ce qui ne peut que subvenir par la dévaluation du capital. À l'heure actuelle sa seule dévaluation passe par les coupes de salaires et nos conditions de vie. Mais l'exploitation croissante absolue a une limite "naturelle". Et bien avant que cette limite soit atteinte, il a des conséquences sociales, directement sous la forme de luttes des salariés contre l'approfondissement de l'exploitation, ou indirectement en termes de rage aveugle des chômeurs et des démunis qui sont susceptibles de se ranger derrière les causes réactionnaires (néofascisme, groupements racistes, salafisme) ou derrière la classe ouvrière dans son ensemble et la lutte pour un monde meilleur. Ajouté à cela le vrai problème pour le capitalisme est qu'il a vraiment besoin d'une grosse dévaluation du capital constant via la destruction effective de valeur du capital. Ce besoin a produit les deux guerres mondiales du XXe siècle et à plus long terme, cela pose la question d'une nouvelle guerre mondiale.

Cela ne figure pas encore à l'ordre du jour immédiatement (les dirigeants de la planète pensent encore qu'ils peuvent échapper à cette crise), mais 2015 passera à l'histoire comme l'année où les problèmes causés par la crise du système économique de plus en plus en stagnation se sont tous révélés ensemble. Il y a une chaîne de causalité qui va de la crise financière mondiale de 2007-8, par l'intermédiaire des Printemps arabes de 2011 à la guerre civile syrienne. Mais elle ne finit pas là comme l'espace ouvert pour les djihadistes salafistes après la démolition par la coalition US du régime baasiste en Irak, est également lié à la «crise des réfugiés" et bien sûr les campagnes de bombardement de l'EI/Daesh de Bagdad jusqu'à la Belgique. Les conséquences de tous ces événements et bien d'autres vont encore jouer et se développer au cours de 2016 sur l'économie mondiale chancelante. Nous ne pouvons attendre que les choses deviennent bien pires pour aller mieux mais pour qu'elles aillent mieux, cela ne peut passer que par la classe ouvrière mondiale. Et pour ce faire, elle ne peut que rejeter ce que la situation nous impose et ce qui se préparent comme avenir.

Ceci définit les tâches des révolutionnaires aujourd'hui. C'est à dire proposer l'analyse de la direction où le capitalisme nous entraîne, de prendre part à toutes les luttes contre l'exploitation accrue et d'oppression, d'augmenter la capacité et la confiance de la classe ouvrière dans sa propre aptitude à s'imposer face au système, afin d'aider à unifier les luttes et montrer leurs caractéristiques communes et, en

11 voir « *Piketty, Marx et la dynamique du capitalisme* » dans *Revolutionary Perspectives* n° 6.

dernière analyse, de contribuer à la création du parti politique mondial de la classe ouvrière capable de coordonner notre lutte à l'échelle mondiale.

Traduit de l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* n° 7

Manifeste de la TCI du 1er janvier 2016

Crise, guerre et migration,

**Le véritable "Hunger Games" du
capitalisme.**

Pour des raisons de place nous nous trouvons dans l'obligation de renvoyer à sa lecture sur le site Internet de la TCI :

WWW.LEFTCOM.ORG

Conférence sur le climat de Paris - un autre échec

La conférence décembre sur le changement climatique à Paris, ou la Conférence des Parties (COP21¹²) comme on l'appelle, a été la 21^{ème} conférence depuis la création en 1992 de l'Institution des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Toutes les conférences précédentes ont complètement échoué à éviter l'accélération, sans parler de la réduction, des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et du réchauffement de la planète qui l'accompagne. Par conséquent, en dépit de tout le battage médiatique de la pré-conférence, il y avait peu de raisons de s'attendre à ce que cette conférence soit différente des précédentes. Dans ce cas, l'accord conclu est presque sans valeur. La seule chose qui pourrait être dit sur l'accord final c'est qu'il a été acté que tous les pays ont une responsabilité dans la réduction des émissions de GES, 0et non pas uniquement les pays développés¹³. Cependant, après l'avoir accepté, ce qui, en soi, est une évidence aveuglante, la conférence n'a pris aucun engagement que ce soit pour réduire effectivement les émissions.

La forme de l'accord a été déterminée par les États-Unis et la Chine dans un accord séparé de novembre 2014. Ce fut un accord bilatéral en vertu duquel les États-Unis ont convenu de réduire d'un quart les émissions de 2005 d'ici 2025, et la Chine a accepté d'assurer ses émissions au niveau atteint en 2030. Cela signifie que les émissions de la Chine, qui, aujourd'hui, se montent à 27% des émissions mondiales, vont continuer à augmenter jusqu'en 2030. Les deux pays voulaient que cet accord soit volontaire, en particulier aux États-Unis où le Congrès et le Sénat sont contrôlés par les intérêts des hydrocarbures et du charbon, et ils opposeraient leur veto à tout traité contraignant, tout comme ils ont appliqué leur veto au Protocole de Kyoto¹⁴. Le résultat est que nous avons un accord, écrit dans la langue la plus glissante, dans lequel toutes les réductions des émissions de GES que tout pays pourrait faire, sont entièrement volontaires!

Les conséquences du réchauffement climatique, qui deviennent de plus en plus difficile de nier, même pour les compagnies pétrolières, peuvent, à long terme, rendre la planète inhabitable pour la majorité de l'humanité. Déjà les effets se font sentir dans l'évolution des conditions météorologiques et l'épuisement des sols pour la nourriture et en eau, avec des phénomènes météorologiques sans précédent comme des inondations¹⁵ et des sécheresses. Ces effets

12 (NdE) La Conférence des Parties (COP) est l'organe suprême de la Convention, c'est-à-dire sa plus haute autorité de prise de décision. C'est une association de tous les pays Parties à la Convention.

13 Le Protocole de Kyoto adopté en 1997 est le seul traité contraignant issu des réunions de la COP, pour obliger les pays développés à réduire les émissions. La Chine, qui n'a pas été obligé de réduire les émissions, est maintenant le plus grand émetteur de GES avec 27% du total mondial.

14 Le Parti républicain des États-Unis est déjà à la manœuvre pour bloquer l'accord. Ils ont menacé de bloquer 3 milliards de \$ du financement climatique que l'administration américaine a offert d'avance sur l'accord de Paris si l'administration passe un l'accord exécutif. Voir le *Financial Times* 14/12/15

15 L'augmentation de la température permet à l'air de retenir plus de vapeur d'eau. En Grande-Bretagne les températures en décembre 2015 ont été de 5° C supérieures à la normale. Pour

conduisent à des problèmes sociaux tels que, par exemple, des mouvements de populations et à la guerre. Ce n'est pas souvent admis, mais les guerres dans le Sahel en Afrique, tels que la guerre du Darfour à l'Ouest du Soudan, ont leur origine dans le changement climatique. Au Darfour les populations pastorales ont chassé les agriculteurs sédentaires car les pâturages ont été réduits par la sécheresse et les terres de pâturage ont disparu. Une lutte à mort pour les terres restantes en découle. La guerre civile syrienne en est un autre exemple. Entre 2007 et 2010, selon un document publié par la National Academy of Sciences des États-Unis, la sécheresse a poussé 1,5 million de Syriens¹⁶ à abandonner leurs fermes et à migrer vers les villes. Les conditions inhumaines dans les villes mal organisées et la crise économique qui a éclaté en 2008, ont contribué à provoquer le soulèvement de 2011. Cela a conduit à la guerre civile qui a précipité le déluge actuel de réfugiés sur l'Europe. Pourtant, ces catastrophes sont seulement un avant goût de ce qui est à venir si le changement climatique est non maîtrisé.

Il convient également de noter que cette conférence était uniquement destinée au réchauffement de la planète. Pourtant, le réchauffement climatique, qui a essentiellement trait à l'interaction humaine dans le cycle naturel du carbone, est seulement l'un d'une série de dégradations que le capitalisme inflige à la planète. Même si la conférence avait accepté de réduire les émissions de carbone, ce qu'elle n'a pas fait, les autres menaces touchent au moins 15 autres processus sur la biosphère, les actions sur la vie humaine n'ont même pas été prises en considération. Selon le rapport « Living Planet Survey » du Fonds mondial pour la nature en 2014, chaque année nous utilisons jusqu'à 50% de plus de ressources durables de la terre qui peuvent être restaurées en un an. Comme le directeur général déclare dans l'avant-propos du rapport:

«Nous utilisons les dons de la nature comme si nous avions plus d'une terre à notre disposition. En prenant plus de nos écosystèmes et des processus naturels qu'ils ne peuvent être restitués, nous mettons en danger notre avenir même. »¹⁷

Lorsque les cycles naturels ne peuvent pas régénérer les ressources qu'il utilise, le capitalisme utilise simplement des réserves de la planète ce qui rend l'effondrement, lorsque ces réserves sont épuisées, absolument catastrophique - le scénario île de Pâques, mais à l'échelle mondiale.

Ce qui a été convenu à Paris

Le seul accord actuellement obligatoire demande que les pays qui ratifient le traité doivent publier un plan climat listant les propositions, qui sont maintenant appelés : Contributions décidées à l'échelle nationale, une « INDCs » (Intended Nationally Determined Contributions), et les plans et les propositions doivent être surveillés. Cela doit se faire tous les 5 ans à partir de 2020. Il est, cependant, pas stipulé que les plans soient effectivement réalisés; les propositions sont «conscientes» et demeurent volontaires. Comme d'ha-

chaque augmentation de 1° C, l'air peut contenir 7% de plus de vapeur d'eau. Cela a conduit à des inondations dévastatrices comme les 2 tempêtes qui ont balayé depuis l'Atlantique le nord de l'Angleterre et de l'Écosse.

16 Voir le *Financial Times* 25/11/15.

17 Voir le rapport : wwf.org.uk.

bitude, tous les objectifs excluent les émissions des avions et des bateaux¹⁸. Ces émissions ne sont pas considérées comme étant de la responsabilité des nations et sont donc ignorées par tous les pays. La conférence a exprimé l'"aspiration" à maintenir l'augmentation de la température mondiale du siècle "bien en dessous" de 2° C. 188 pays ont soumis des plans climat à la conférence, y compris les objectifs d'émissions, les célèbres « INDCs ». Lorsque ces INDCs sont additionnés les scientifiques du climat concluent qu'ils vont produire une augmentation de la température mondiale de 2,7°C. Donc, même avec les émissions volontaires les objectifs actuels pour limiter la hausse des températures à 2° C ne peuvent être atteints. La conférence en était tout à fait consciente, mais elle a exprimé l'espoir que des réductions plus importantes d'émissions pourraient être proposées dans les plans climatiques futurs. Ceux-ci seraient de nouveau volontaires.

L'une des questions clés que les pays en développement exigeaient était pour les pays riches de fournir des fonds pour aider les pays pauvres à réduire les émissions de carbone. Les pays riches étaient, néanmoins, réticents à accepter, en principe, à tout ce qui pourrait les engager à fournir des financements pour lutter contre les effets du changement climatique. Il est, bien sûr, bien connu que la lutte contre ces effets atteindra des sommes astronomiques de l'ordre de dizaines de milliers de milliards de dollars. La somme de 100 milliards de \$ en financement accordé chaque année aux pays pauvres a été effectivement convenu avant la conférence, mais à sa fin, c'était devenu un objectif à atteindre en 2025! On ne sait pas d'où ce financement doit provenir et il n'y a pas de définition claire à quoi il devrait être consacré. La Banque mondiale a offert une définition qui pourrait effectivement inclure les sommes dépensées pour le développement des combustibles fossiles! Cela semble aussi être une esquivé à la fourniture de fonds également volontaires.

L'accord entrera en vigueur lorsque 55 pays représentant 55% des émissions mondiales l'auront ratifié, un processus qui doit commencer en avril et qui pourrait prendre plusieurs années.

Cet accord fondamentalement impuissant aura peu d'effet, il a été salué par nos dirigeants comme un pas de géant pour sauver la planète. Ils se sont félicités devant une magnifique réalisation avant de s'envoler dans leurs jets privés pour leurs pays respectifs et continuer à polluer comme avant.

Les conclusions de la science du climat

Selon le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'émission de 1000 milliards de tonnes de GES (mesurés en équivalent carbone) va créer une augmentation de température de 2° C depuis l'époque pré-industrielle - soit environ depuis le milieu du 18e siècle. Dans les 250 dernières années, nous avons émis 515 milliards de tonnes et l'accélération du taux d'émission est si grande que nous sommes sur la bonne voie pour émettre les 485 milliards de tonnes restantes dans les 30 prochaines années. À l'heure actuelle les émissions sont de 9,81 milliards de tonnes par an, (36 milliards de tonnes mesurées sous forme de CO₂). Si le taux d'émissions suit le profil représentatif d'évolution des concentrations (RCP, pour Representative Concentration Pathways) de gaz à effet de serre conduisant

à 8,5W/m² le forçage radiatif¹⁹ en 2100 (RPC8,5), les émissions sont attendues pour être de 14,55 milliards de tonnes en 2030 et 19,11 milliards en 2045. En 2045 l'ensemble du budget carbone sera bouffi et la température dépassera les 2° C. Telle est la conclusion des scientifiques du monde entier. Comment cela correspond-ils avec les plans climat soumis par les 188 pays à Paris?

Si toutes les émissions proposées dans les plans climat à Paris sont effectivement remplies, les émissions mondiales en 2030 seront 15,46 milliards de tonnes. Elles dépasseront les émissions prévues par le RCP8,5 du GIEC, qui est de 14,55 milliards de tonnes en 2030, et nous nous dirigeons vers une augmentation de température au-dessus de 2° C avant le milieu de ce siècle²⁰.

Si la montée de 2° C doit être atteinte les émissions doivent commencer à diminuer en 2020 et doivent atteindre le niveau zéro d'ici 2060. Ceci n'est même pas proposé. Comme indiqué plus haut la Chine, par exemple, qui représente 27% des émissions mondiales, prévoit de laisser ses émissions augmenter jusqu'en 2030! Ce qui se passe réellement est susceptible de produire une augmentation de 4° C d'ici 2060.

Les objectifs de l'accord de Paris, même sous l'évaluation la plus optimiste, sont en contradiction flagrante avec la science du climat et les recommandations du GIEC, l'organisme même mis en place pour conseiller les gouvernements sur les mesures à prendre. Les gouvernements peuvent ignorer leurs conseillers et les conclusions de la science parce que toute tentative réelle de lutter contre le réchauffement climatique entrerait directement en conflit avec les exigences du système capitaliste.

Réponse capitaliste à l'accord

À l'heure actuelle 90% de l'énergie du monde est fourni par les combustibles fossiles et si l'accord de Paris était sérieux au sujet de la réduction des émissions de CO₂ il y aurait eu quelques sérieuses tentatives pour les réduire et laisser les combustibles fossiles dans le sol. Cela aurait directement menacé les grandes entreprises de charbon et de pétrole. Toutefois, elles sont complètement indifférentes à l'accord. Un haut représentant d'une société européenne de charbonnage a résumé leur réaction :

"Nous ne sommes pas trop inquiets pour être honnête, cela ne change pas grand-chose en ce moment."»²¹

En fait, la véritable préoccupation de ces sociétés n'est certainement pas la réduction des émissions de CO₂, mais plutôt la faiblesse des prix du charbon et du pétrole, ce qui réduit les bénéfices et oblige les mines, et les producteurs marginaux de pétrole à fermer. La fermeture de Kellingley Colliery dans le Yorkshire²², par exemple, est la consé-

19 Le **forçage radiatif** est approximativement défini comme la différence entre l'énergie radiative reçue et l'énergie radiative émise par un système climatique donné. (NdT)

Ceci est le processus par lequel les GES réfléchissent le rayonnement de la terre vers la terre. Ce rayonnement, qui devrait normalement quitter la terre, et est le mécanisme de refroidissement de la planète, est incapable d'échapper et se traduit par le réchauffement. Le forçage radiatif est passé d'environ 0,65W/m² en 1950 à 1,4 en 1980, à 2,4 W/m² en 2010. Le GIEC considère que 8,5W/m² en 2100 est probable. Voir le 5e Rapport d'évaluation du GIEC : AR5 (assessment report n°5).

20 Voir : wri.org

21 Voir *Financial Times* du 14/12/15

22 Kellingley était la dernière mine de charbon profonde en Grande-Bretagne.

18 Selon le GIEC, elles se sont élevées à 4% des émissions totales de GES en 2012.

quence du bas prix du charbon mais pas du tout pour le réchauffement climatique. En général la réponse de la bourgeoisie à la baisse du prix du pétrole et du charbon est tout simplement de brûler plus et d'augmenter la pollution.

Les combustibles fossiles fournissent environ 68% de l'approvisionnement mondial en électricité. Le World Resources Institute estime que, en 2012, 1199 nouvelles centrales à charbon d'une capacité de 401 Giga Watts (GW) ont été planifiées! L'Inde, par exemple, a proposé 554 centrales au charbon qui ont reçu l'approbation. Cela représente la mise en service d'une station chaque semaine pour les 10 prochaines années. Ces nouvelles stations ont rejeté un supplément de 1 milliard de tonnes de carbone par an dans l'atmosphère. Le charbon est, bien sûr, le combustible le plus polluant à la disposition du capital. Les centrales à charbon modernes les plus efficaces produisent 750 grammes de CO₂ par kilowatt-heure (g/kwh), alors que la production éolienne produit entre 10 et 20 g/kWh²³. Entre 1997 et 2014 la production mondiale de charbon a augmenté de 4,5 milliards de tonnes à 8 milliards. Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour le marché du charbon prévoit à moyen terme une poursuite de l'expansion et de l'utilisation du charbon. Bien que l'investissement dans les énergies renouvelables a augmenté²⁴ et devrait représenter un tiers de l'électricité produite en 2040, l'utilisation du charbon et ses investissements sont appelés à augmenter. L'AIE estime que la demande mondiale d'électricité en 2040 sera de 80% supérieure à ce qu'elle était en 2012. Les énergies renouvelables ne sont pas prêtes à remplacer le charbon, elles prennent qu'une partie de l'augmentation de la demande. L'AIE estime que le CO₂ du secteur de l'énergie passera de 13,2Gt en 2012 à 15,4Gt en 2040, soit une augmentation de 16,6%.

Une déclaration des plus grands spécialistes du climat dans un document intitulé *"Le charbon n'est pas compatible avec le maintien du réchauffement climatique en dessous de 2° C"*, prévient que la tendance actuelle à la combustion du charbon conduit à une élévation de température de 6° C d'ici 2100. Ils déclarent:

"La tendance mondiale actuelle à l'utilisation du charbon est compatible avec une tendance d'émissions au-dessus de 6° C par rapport au scénario de l'AIE. Cela risque aboutir à un résultat catastrophique delà de ce que toute l'humanité a connu tout au long de son existence sur la terre."²⁵

Les perspectives de réduction de la consommation de pétrole sont tout aussi sombres. La production de pétrole a augmenté de 75 milliards de barils par jour en 1997 à 93 milliards/j en 2014. BP dans son rapport Perspectives énergétiques publié en mars 2015 prédit que la consommation mondiale d'énergie augmentera de 37% et les émissions de CO₂ de 25% ; l'objectif de l'AIE de maintenir le CO₂ de l'atmosphérique à une concentration inférieure à 450 parties par million sera dépassé en 2035²⁶.

23 Le chiffre moyen pour les centrales au charbon est 940g/kWh. Le chiffre de la production éolienne comprend la fabrication et la production,

Voir : www.europeanclimate.org/documents/no_coal_2c.pdf

24 270 milliards de \$ ont été investis dans les énergies renouvelables en 2015. Le plus grand investisseur a été la Chine avec 83,3 milliards de \$, suivie des États-Unis 38,3 milliards de \$ et du Japon 35,7 milliards de \$.

25 Voir www.europeanclimate.org/documents/no_coal_2c.pdf.

26 Voir le **Financial Times** du 03/04/15.

Dans le même temps, les puits de charbon sont réduits mais les émissions accrues de carbone ne sont pas réduites par le processus naturel d'absorption du carbone. À l'époque pré-industrielle, il y avait 5,9 milliards d'hectares de forêts dans le monde entier alors qu'aujourd'hui elles ont été réduites à 4 milliards d'hectares. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture rapporte que 13 millions d'hectares de forêts sont abattus chaque année. Cela signifie que dans une décennie, nous aurons perdu 3,25% des forêts. Tout cela est de peu d'intérêt pour le capitalisme ! Au lieu de limiter les émissions de carbone, il fournit des subventions directes pour les combustibles fossiles à un taux de prêts 6 fois supérieurs à celui fournies aux énergies renouvelables. En 2014, les combustibles fossiles étaient directement subventionnés à hauteur de 550 milliards de \$ alors que les énergies renouvelables ont reçu 101 milliards de \$. Cette subvention pour les énergies renouvelables représente environ 8% des dépenses militaires mondiales. La classe capitaliste est prête à dépenser plus de 12 fois plus pour tuer des gens, afin de protéger la valeur du capital et des intérêts impérialistes qu'elle n'est prête à dépenser pour mettre un terme à sa destruction de la planète.

Le faible engagement du gouvernement britannique à la réduction de l'effet de serre est souligné par sa réduction aux subventions pour les énergies renouvelables, notamment le solaire, l'énergie éolienne terrestre et l'abandon de son milliard de £ de subvention pour la capture et le stockage du carbone (CCS/CSC), qu'il a engagé il y a seulement 6 mois. Bien qu'il envisage de supprimer progressivement les centrales au charbon d'ici 2025, il prévoit de les remplacer non pas par des sources d'énergie renouvelables, mais par des centrales au gaz et d'introduire la fracturation pour produire plus de gaz. Bien qu'il soit vrai que les centrales à essence produisent moins de carbone que le charbon, 440 grammes par kilowatt-heure (g/kwh), contre 960 g/kwh, ce qui est encore massivement plus que le solaire ou l'éolien qui produit de l'ordre de 10 à 50 g/kWh.

Le cabinet comptable mondial PwC a suivi l'augmentation carbone de l'économie mondiale pendant les 7 dernières années. Pour parvenir à une hausse de 2°C de la température durant le siècle, ils estiment que l'augmentation carbone doit tomber de 6,3% par an. Dans aucune de ces 7 dernières années n'a été réalisé cet objectif et ils concluent que nous sommes sur la bonne voie pour faire sauter notre budget carbone avant 2035, ce qui est pire que l'estimation du GIEC. Léo Johnson, associé de PwC, a résumé la situation présente de la manière suivante:

"Si vous deviez rester au lit en pensant comment puis-je maximiser les émissions de carbone, il faudrait quelque chose comme le modèle économique des combustibles fossiles, la production de masse, le transport, la consommation et obsolescence que nous possédons."²⁷

Pourquoi est-ce que l'humanité agit d'une manière qui conduit à sa destruction?

Le système capitaliste exige profit et croissance

La vérité, que nos dirigeants essaient de cacher, est que le capitalisme ne se livre à la production que s'il peut faire un profit et il ne satisfait les besoins humains que si c'est rentable de le faire. Il fonctionne pour produire des profits à court terme et toute catastrophe qui est prévue à 30 ou 40 ans de distance, est tout simplement hors de propos. Il n'a aucun souci des générations futures. La classe capitaliste continuera à polluer l'air, empoisonnement les mers et cou-

27 Cité dans le **Financial Times** 28/11/15.

per les forêts du monde jusqu'à ce qu'il ne soit plus rentable de le faire. Une fois ce point atteint, bien sûr, il sera trop tard pour faire quoi que ce soit à ce sujet.

Comme mentionné ci-dessus l'Inde propose de commander 554 nouvelles centrales à charbon, ce qui représente environ une centrale par semaine pour les 10 prochaines années. Arvind Subramanian, conseiller économique en chef du gouvernement indien, écrit dans le *Financial Times* en soulignant que la vraie question est la rentabilité:

*"Les prix des énergies renouvelables ne sont pas aujourd'hui en concurrence avec le charbon. Il est illusoire d'imaginer que les énergies renouvelables pourraient remplacer le charbon dans un avenir prévisible."*²⁸

Ceci est une déclaration claire de la logique du capitalisme par quelqu'un qui influence réellement ce qui se passe. En langage clair, cela signifie que la lutte contre le réchauffement climatique est un vœu pieux, car il n'est pas rentable.

Un autre problème concerne la demande du capitalisme pour une croissance continue. Comme nous l'avons expliqué dans d'autres textes²⁹, en raison des rouages internes du capitalisme, il y a une tendance à la baisse du taux de profit. Ceci est une conséquence de l'augmentation de la productivité du travail qui, à son tour, se traduit par l'exclusion du travail du processus de production et son remplacement par des machines. Depuis que l'exploitation du travail vivant est la seule source de profit du capital en excluant le travail, elle réduit le montant des bénéfices produits par rapport au capital utilisé³⁰. La classe capitaliste tente de compenser la baisse du taux de profit en augmentant la masse de profit. Elle le fait en augmentant l'échelle de production et l'élargissement du marché par tous les moyens possibles. Dans le langage du capitalisme, c'est ce qui équivaut à la croissance. Le capitalisme doit croître ou mourir. Martin Wolf, commentateur économique en chef du *Financial Times*, écrit à propos de la conférence sur le climat de Paris :

*"Mais la croissance de l'économie mondiale a écrasé la baisse des émissions par unité de production. Bien que la croissance n'a pas été sacrifiée (ce que l'humanité ne tolérerait pas), la vitesse du déclin doit énormément s'accélérer."*³¹

En d'autres termes, il voit la solution dans l'augmentation de la productivité qui permet une croissance sans augmentation des émissions de carbone. Il ne peut même pas envisager une réduction de la croissance. Il est forcé d'admettre, cependant, qu'il n'y a pas eu de baisse des émissions mondiales par habitant. En fait, les émissions mondiales par habitant ont augmenté d'environ de 4 tonnes de CO₂ en 2003 à 5 tonnes en 2014. Le point important que souligne Martin Wolf est que la croissance ne peut pas être sacrifiée, advenue que pourra. La classe capitaliste, dont il est le porte-parole ne peut pas envisager un système de production autre

28 Cité dans le *Financial Times* 27/11/15.

29 Voir : La Baisse tendancielle du taux de profit, la crise et ses «détracteurs». Cf : <http://www.leftcom.org/en/articles/2012-09-24/the-tendency-for-the-rate-of-profit-to-fall-the-crisis-and-its-detractors>.

30 Ceci illustre l'absurdité du système capitaliste. L'augmentation de la productivité du travail qui devrait profiter à l'humanité, la menace réellement. En même temps que une énorme richesse sociale est produite d'un côté, une énorme misère sociale, le chômage, une armée de réserve de travailleurs qui luttent pour survivre sur les franges de la société est produite d'un autre côté.

31 Cité dans le *Financial Times* 19/12/15.

que le capitalisme et donc voit les intérêts du capitalisme comme étant les mêmes que ceux de l'humanité. Ils concluent que puisque le capitalisme ne tolérera aucune réduction de la croissance, ni même humanité. En fait, c'est le contraire. Le capitalisme mène l'humanité à la catastrophe précisément à travers sa demande de croissance. Si l'économie mondiale croît de 3% par an, il va doubler de taille tous les 25 ans, ce qui signifie que les émissions de CO₂ vont doubler et au lieu d'avoir besoin de 1,5 planètes Terre pour être durable, le capitalisme en aurait besoin de 3. La croissance infinie, ce qui est la logique du capitalisme, est tout simplement irréaliste avec une planète finie et une limite finie à la pollution atmosphérique en CO₂. En réalité, la vérité est que l'humanité ne peut pas tolérer la croissance avec des rapports de production capitalistes. C'est une recette de destruction de masse.

La situation périlleuse dans laquelle se trouve l'humanité est le résultat direct du système de production capitaliste. Ce n'est pas parce que nos dirigeants sont corrompus ou stupides, ce qu'ils sont souvent, qu'ils agissent contre les intérêts à long terme de l'humanité. C'est parce que les impératifs du capitalisme dictent leurs actions. L'impératif de profit aura toujours la priorité sur tout le reste. Le capitalisme vert ne sera atteint que s'il est plus rentable que le capitalisme du « carbone ». La croissance zéro sous le capitalisme, même un capitalisme vert, est un mythe total. Il est clair que le problème de l'environnement ne peut être résolu dans le capitalisme puisque le capitalisme est sa cause première. Comment cela peut-il être résolu?

Une planète communiste

Sauver la planète est, aujourd'hui encore, techniquement réalisable. Il ne se passe rien, car il n'est tout simplement pas rentable de faire quelque chose et le système exige une croissance infinie. L'humanité pourrait, par exemple, générer toute son énergie électrique à partir des énergies renouvelables. Le potentiel de l'énergie solaire, pour ne donner qu'un seul exemple, est illustré par la statistique que la totalité de l'énergie électrique consommée dans le monde en une année est inférieure à l'énergie reçue par les déserts du monde en seulement 6 heures³².

L'échange humain avec la nature doit être déterminé par le développement durable plutôt que par le profit capitaliste et la croissance. La production capitaliste en raison de ses divisions de classe et ses contradictions de classe compromet également toute volonté commune de résoudre les problèmes du réchauffement de la planète et de la destruction écologique.

La production capitaliste est basée sur le système du salariat, qui à son tour dépend de la séparation des travailleurs des moyens de production. Le fait que les travailleurs n'ont pas de propriété, les oblige à vendre leur force de travail comme marchandise à ceux possédant ou contrôlant les moyens de production. Il en résulte un système où le travail prend la forme de la valeur et le but de la production est tout simplement celui de la valeur croissante. Le capitaliste s'engage dans la production pour générer des profits ou la plus-value. Le travailleur vend sa force de travail au capitaliste pour survivre, pour obtenir ce dont il a besoin pour faire vivre la famille et, bien sûr, pour obtenir la force de continuer à travailler. Il existe un conflit d'intérêt immédiat entre ces deux classes principales de la société. Cela rend la coopération dans un projet commun, tels que sauver la pla-

32 Cité dans Jonathon Porritt « Le monde que nous avons faits »

nète, difficile, voire impossible. D'une part le capitaliste voit réduction de la pollution comme la réduction de ses bénéfices ce qu'il peut tolérer, d'autre part le travailleur voit dans la réduction de sa consommation d'énergie ou de marchandises comme le moyen de réduire la valeur de sa force de travail et de ses conditions de vie.

Comme il a été mentionné ci-dessus le capitalisme nécessite une croissance continue. Les innovations techniques pour accroître la productivité exclut le travail du processus de production. Les résultats du processus d'expulsion des travailleurs de la production et de la formation d'une *armée de réserve de main-d'œuvre tandis que l'armée active du travail* est soumise à une productivité accrue, accroissement de la vitesse au travail et des heures de travail. La productivité accrue du travail qui devrait profiter à l'humanité, aboutit réellement aux pires conditions. Pour les travailleurs, il en résulte le chômage ou des conditions de travail plus mauvaises, tandis que pour le système dans son ensemble, il en résulte une diminution des taux de profit et des crises. Ceci illustre la stupidité de la production capitaliste. Comme l'écrivait Marx :

*"Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail au minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse."*³³

Pour parvenir à un échange durable avec la nature du système de production capitaliste doit être remplacée. Au lieu de produire pour le profit, nous devons créer un système de production pour les besoins de l'humanité et l'équilibre de ses besoins avec le temps. La fin des rapports de production capitalistes mettra également fin à la nécessité d'une croissance continue. Le système du travail salarié doit être aboli avec la propriété privée capitaliste. Les usines, les mines, les exploitations agricoles, bref les forces productives de la planète doivent être converties en propriété sociale, contrôlées par la grande majorité de l'humanité et utilisées pour satisfaire les besoins humains. Une fois que les conflits et les contradictions capitalistes sont éliminés une tentative sérieuse peut être effectuée pour reculer les dégâts terribles que 250 ans de capitalisme ont infligés à la planète. Cela peut réussir puisque les conflits d'intérêts qui sont inhérentes au capitalisme auront été éliminés. L'humanité aura un but commun. Le vieux slogan communiste:

*"De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"*³⁴

deviendra une réalité, et le monde deviendra une planète communiste³⁵. Qui est une planète où l'État, les frontières nationales et de l'argent ont été supprimés et le pouvoir est exercé par l'écrasante majorité de l'humanité dans les organisations à travers le monde tel que les conseils ouvriers.

En plus d'être déchiré par des contradictions et des conflits de classe le capitalisme est un système intrinsèquement de gaspillage. Des quantités massives de travail effectué sous le capitalisme sont complètement inutiles. Nous mentionnerons seulement ce qui est réalisé dans le commerce, la finance et la spéculation. Cela ne serait plus nécessaire dans

33 Karl Marx, Manuscrits de 1857-1858 (« Grundrisse »), Les Éditions sociales, Paris, 2011, p. 660-662. Traduction de Jean-Pierre Lefebvre (modifiée).

34 Karl Marx *Critique du Programme de Gotha*.

35 Cela n'a aucun rapport avec les sociétés capitalistes d'État qui ont été créées en Russie, en Chine et ailleurs. Le communisme n'a jamais encore été établi sur la terre.

un monde où les produits sont distribués librement en fonction des besoins, et l'argent est aboli. Certains travaux effectués sous le capitalisme sont non seulement inutiles, mais nuisibles en ce qu'ils détruisent des produits du travail, par exemple, le travail militaire et la production d'armes. Une fois que le capitalisme sera aboli, le travail improductif et destructeur que le système exige aujourd'hui pourra être canalisé vers le travail utile à une échelle massive. Bien que nous ne prétendions pas être experts sur ce qui doit précisément être fait pour sauver la planète, des programmes tels que la production d'énergie renouvelable à l'échelle mondiale, le stockage de l'énergie, le transport électrique, l'agriculture biologique, la production alimentaire locale, le bon rendement de l'eau et son recyclage, rétablissement de la pêche et des récifs coralliens, le reboisement, etc. semblent être une priorité. L'énergie pourrait également être consacrée à l'élaboration de nouvelles techniques et inventions qui permettraient à la production industrielle d'utiliser moins d'énergie ou, par exemple, la capture et le stockage du carbone déjà présent dans l'atmosphère.

Le point clé est que seule avec la mise en place des rapports de production communistes il peut y avoir une volonté commune et l'énergie pour concevoir ces programmes et les entreprendre.

Tout ce qui est ci-dessus, porte sur la question de savoir comment un monde communiste peut être atteint. Ceci, bien sûr, ne peut pas être répondu avec une discussion sur le changement climatique. Tout ce que nous pouvons dire est qu'un monde communiste ne peut être atteint que si la majorité de la classe ouvrière du monde le considère comme nécessaire et est prête à se battre pour le bâtir. Créer une planète communiste exige un combat politique contre le capitalisme qui est la source de tous les maux du monde. Le capitalisme doit être combattu dès aujourd'hui et une organisation de combat, un parti mondial de la classe ouvrière, doit être créé pour aider à ce combat.

CP

Les conflits inter-impérialistes s'aiguisent encore et passent à un cran supérieur. Vers la guerre mondialisée ?

Sur le plan international, la crise économique conduit à une augmentation des tensions inter-impérialistes. Les États-Unis tentent obstinément de défendre leur rôle de leadership dans le monde contre un nombre croissant de challengers. La Chine est déterminée à soutenir sa croissance internationale à la fois politiquement et militairement. L'Allemagne essaie de prendre la tête d'un bloc impérialiste européen pour faire valoir ses intérêts économiques. La Russie ne veut pas céder et souligne ses ambitions de grande puissance.

De la mer de Chine méridionale à la Syrie des conflits armés impliquant les grandes puissances sont en augmentation en nombre et en intensité. Dans cette course pour les zones d'influence et les ressources énergétiques, tout le monde est pour lui-même : c'est le chacun pour soi et faire tout son possible pour affaiblir ses rivaux.

À la suite de la multiplication des conflits locaux et des guerres sans fin par procuration, des régions entières ont été dévastées. Les massacres causés que se soit par les manœuvres des uns ou des autres et par les interventions des différentes puissances impérialistes en Syrie ne sont qu'un échantillon de la dynamique mortelle qui pourrait conduire à l'avenir à une confrontation ouverte, une guerre mondiale d'une ampleur sans précédent.

La Guerre froide n'avait jamais vu les grandes puissances et surtout les leaders de blocs s'affrontaient directement. Les guerres se menaient par pays secondaire et pays du tiers monde que l'on appelle maintenant pays « en voie de développement » interposés. Pour la première fois comme en Syrie c'est les grandes puissances qui se trouvent au premier plan sur le même terrain alors qu'elles se trouvent soi-disant dans la même coalition, contre Daech... En réalité, la Russie d'une part et les USA de l'autre font partie de deux coalitions distinctes n'ayant pas les mêmes intérêts. Nous sommes donc déjà un cran au dessus de période de la Guerre froide. Comme le montre la destruction d'un avion de chasse russe par la Turquie (voir dans ce numéro notre prise de position à ce sujet).

Paul Mattick (junior) parle de guerre mondialisée et écrit :

« Mais cette grande confusion de « qui est de quel côté » constitue la nouvelle globalisation de la guerre, qui ne peut plus être localisée mais peut tout aussi bien surgir à New York ou Londres qu'au Mali ou aux Philippines. Un nouvel aspect de cette guerre mondiale est la difficulté d'en imaginer une fin. Même en Syrie, pour ne prendre que cet exemple, la dispersion des forces anti gouvernementales et l'incohérence dans les relations entre les forces étrangères impliquées rend improbable que le régime d'Assad puisse les vaincre (même s'il était plus fort que ce qu'il est et même avec un appui plus important de l'étranger) pas plus que les Russes n'étaient capables de vaincre les forces armées qui les combattaient en Afghanistan. Et les faibles perspectives permettant de « résoudre » le « problème » s'étendent bien au-delà de la Syrie.

On peut avoir un sentiment d'apocalypse sans fin de ce conflit mondial en lisant l'opinion d'un expert : la ligne la plus dure dans de récents extraits des penseurs sur la stratégie à adopter vis-à-vis de l'État Islamique vient de Shabtai Shavit, un ancien chef du Mossad, qui déclarait sur une radio israélienne « il faut balayer les arguments de loi, moralité, de comparaisons de sécurité, et de droits de l'homme ». A la place on doit faire « ce qu'ils ont fait pendant la 2e guerre mondiale à Dresde. Ils l'ont rayée de la carte. »³⁶

Pour conclure il écrit :

« La troisième guerre mondiale pourrait bien s'avérer être la plus terrible de toutes. »

Et l'on peut s'interroger comme le font depuis le pape et tous les journaux. Et par exemple **Le Nouvel Observateur** d'octobre qui titrait en couverture : « La 3ème guerre mondiale a-t-elle commencé ? » Il est encore trop tôt pour se prononcer. Nous disons « la petite guerre » dans l'article sur la destruction de l'avion de chasse russe.

Quoi qu'il en soit nous savons que depuis la guerre de 1914, le capitalisme ne survit qu'au moyen de la guerre mondiale généralisée : première, deuxième guerre mondiale puis la « Guerre froide » avec des massacres et la destruction car il doit détruire de grandes quantités de capital variable et constant pour se survivre.

Il est grand temps que le sujet de l'histoire, le prolétariat le détruise car c'est maintenant la survie de l'humanité qui est en jeu.

Aurélien

La dernière manœuvre de Poutine en Syrie

On peut à présent ajouter la Russie du « Tsar » Poutine au scénario tragique de la guerre autour du régime chancelant de Bachar-el-Assad. Elle prétend officiellement entrer dans la danse contre l'infâme État Islamique.

De la Guerre Froide vers plus de guerre

A l'ère du « soupçon mutuel », lorsque le faux socialisme ou plus exactement l'État capitaliste de l'URSS croulait sous le poids de ses propres contradictions, presque tous les analystes internationaux se sont mis à chanter tous en chœur le « de profundis » de l'utopie « communiste », écri-

vant des épitaphes sur la faillite d'un opposant redouté idéologiquement et politiquement. Dans le même temps, on nous a fait subir des panégyriques enthousiastes sur la supériorité du système capitaliste, prétendant que la chute de « l'empire du mal » ouvrirait des horizons de paix et de prospérité pour toute l'Humanité. On nous a répété qu'avec la fin de la Guerre Froide grâce à la chute d'un des deux protagonistes, « le méchant » selon les clichés de la bourgeoisie occidentale, il n'y aurait plus d'épisodes de guerre ouverte et que, enfin, les gigantesques ressources dépensées pour la guerre seraient mises à profit pour le développement

³⁶ « Guerre mondialisée » publié le 21 Janvier 2016 in **Brooklyn Rail**

économique, l'environnement, la prospérité des peuples, créant une sorte de paradis capitaliste sur terre que seul le « diabolique » régime de Moscou avait empêché pendant des décennies.

Même à l'ère de la "suspicion mutuelle", nous avons répondu à ces apprentis analystes que :

1. l'effondrement de l'URSS ne signifiait pas la faillite du projet communiste mais l'effondrement d'un régime politique et économique qui était devenu entièrement capitaliste après la faillite de la Révolution d'Octobre dans les années 1920 ;

2. cet événement historique n'était rien de moins que l'effondrement d'un front de l'impérialisme international ;

3. les contradictions du capitalisme continueraient à exister ainsi que l'intensification continue de l'exploitation du prolétariat international ;

4. la guerre suivrait le rythme de la crise économique, devenant toujours plus étendue et toujours plus dévastatrice.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que les faits ont mis en évidence la stupidité de cette litanie des prêcheurs du capitalisme. Les crises se sont dramatiquement succédées l'une après l'autre, aggravant la faim et le désespoir. Les guerres n'ont jamais cessé, semant la mort partout où les intérêts du capital ont éclaté dans toute leur virulence. La "Guerre Froide", après un arrêt de quelques années a repris son cours même si c'est dans un scénario impérialiste plus large et plus complexe, caractérisé par les guerres pour le pétrole, pour son acheminement, et pour les marchés, avec la montée puis la disparition de pions impérialistes dans un mouvement sans fin.

Et dans ce scénario se tiennent les tragiques événements actuels en Syrie, le rôle de l'EI, le rôle des USA et l'entrée sur la scène de leur antagoniste : la Russie de Poutine.

La tragédie syrienne

Contre sa volonté, le dictateur syrien s'est trouvé au milieu d'un conflit impérialiste impliquant les forces les plus puissantes au niveau international. Pour l'impérialisme américain, mis en arrière-plan par l'Europe, l'élimination du régime de Bachar-el-Assad, comme celui de Kadhafi, a signifié et signifie éliminer tout obstacle aux manœuvres de sa 6e Flotte dans la Méditerranée. Ce qui veut dire y éliminer tout soutien résiduel à l'impérialisme renaissant de Moscou et forcément reprendre le leadership de l'Ouest de l'Europe, tout en sapant le « monopoly » des sources d'énergie vers l'Europe elle-même. Les théâtres de cette « nouvelle Guerre Froide » sont les pays de l'Europe de l'Est, de l'ex-Yougoslavie à l'Ukraine en passant par la Pologne, la Bulgarie et la Hongrie. Les moyens usuels sont employés : s'appuyer sur l'OTAN et sur son expansion vers l'Est, fomenter des guerres civiles, des révolutions de « couleur » et appliquer des sanctions économiques. La chose importante était de ne pas permettre au vieil ours russe de gronder à nouveau sur la force de ses barils de pétrole et de ses mètres cube de gaz naturel.

Pour un impérialisme russe renaissant, c'est tout le contraire. D'abord, il a besoin de briser l'encerclement organisé à ses frontières. Ensuite, il doit essayer de renouer à l'Est avec le rôle impérialiste qu'il a eu avec ce qui était l'URSS. Finalement, il doit casser la même vieille opposition contre son accès à la mer Méditerranée. Lorsque les événements de la guerre dans laquelle se trouve le gouvernement Assad ont atteint un sommet de tension militaire, et même sociale, Poutine a vu l'opportunité d'appeler à un re-

ferendum sur la Crimée qui devait permettre à Moscou de conserver cet accès qu'il risquait de perdre avec la fin de son allié de Damas. La Crimée « récupérée » vaut mieux que rien, mais le sentier qui sépare Sébastopol des Dardanelles et du Bosphore est encore précaire et opérationnellement dépendant des alliances variables avec Ankara et de ses ambitions hégémoniques dans la mer Noire.

Aujourd'hui, l'accord sur le TurkStream semble barrer la route des « bateaux » russes mais, un jour, une relation ré-établie avec les USA pourrait renverser cela. Et, malgré cette situation, Poutine ne peut s'offrir le luxe de perdre deux ports syriens tels que Lattaquié et Tartus. Le premier est important comme terminal commercial pour le pétrole et le gaz favorisant la Russie. Le second est un port militaire qui a « toujours » permis aux bateaux russes de s'opposer à la présence militaire de la 6e Flotte américaine dans la Méditerranée.

Ceci explique la récente décision de Poutine de lancer l'assaut contre l'EI et d'entrer militairement aux côtés de la coalition. Poutine a de fait effectué des frappes aériennes dans le nord-ouest de la Syrie en bombardant certaines positions du Califat, mais s'est aussi concentré sur les zones contrôlées par les opposants d'Assad. Aussi, le décor est complet. L'État Islamiste est devenu, pour tous les acteurs militaires en Syrie, l'écran derrière lequel ils cachent autant que possible leurs desseins impérialistes. Pour les USA, la « campagne contre l'EI, une fois nourrie, financée et armée, par l'Arabie Saoudite et le Qatar, puis abandonnée quand elle est devenue un fardeau puis politiquement un inconvénient », est en fait une excuse pour soutenir la galaxie djihadiste contre le régime d'Assad. Pour la Turquie, qui a fait volte face par rapport à sa position initiale, rejoindre la coalition veut dire bombarder les positions des milices du Califat, mais, surtout, c'est une bonne excuse pour combattre les Kurdes de Syrie et d'Irak, et le PKK sur le front intérieur, tout comme l'opposition gauchiste qui grandit sur son propre territoire. Poutine fait de même. Officiellement, la Russie n'est pas dans la coalition mais à ses côtés pour combattre le terrorisme d'al-Baghdadi. En fait, elle opère aussi, sinon principalement, contre les ennemis de son allié à Damas.

Les rivalités impérialistes

Rien d'étonnant à ce que les raids russes aient ouvert immédiatement une polémique entre Poutine et Obama, qui a dénoncé la présence de la Russie en Syrie comme n'agissant pas tant contre l'EI mais contre les forces combattant le régime de Damas. L'impérialisme est capable de ces absurdités dans un jeu infantile pour justifier ses méfaits criminels. Obama accuse Poutine de défendre le dictateur Assad. Poutine accuse Obama d'armer et financer les djihadistes aux prises avec le régime de Damas, comme si les intérêts des deux n'étaient pas suffisamment clairs même pour l'observateur le plus inattentif. Pour des raisons déjà notées, le premier combat Assad à travers la galaxie des djihadistes présents en Syrie, le second combat pour défendre son allié stratégique. Pour sa part, la Turquie continue son ambitieux programme pour faire coïncider le plus de chaussures possibles sur le même pied. Après le raid russe en Syrie, elle s'est rangée du côté des critiques américaines pour réparer des vieilles blessures, mais pas très fort pour sauvegarder son projet d'oléoduc (TurkStream) avec Moscou. Pour compléter le tableau, au sein de la coalition, y compris les pays arabes, seule l'Arabie Saoudite semble suivre le casus belli induit depuis Washington, alors que le Qatar continue

sa course d'action asymétrique comme le Koweït et le Yémen, qui sont cependant engagés de fait.

Dans les schémas des impérialistes petits et grands qui décident de l'histoire mondiale selon leurs intérêts, se trouvent les masses dépossédées. Sans aucun projet social alternatif, ni de point de référence révolutionnaire, elles deviennent les outils de leurs objectifs. A la merci des idéologies des classes dominantes, ces masses dépossédées d'ouvriers à la frontière de la survie finissent par tomber dans les griffes de tel ou tel djihadisme, qu'il soit chiite ou sunnite, mais toujours au service de l'ennemi de classe. Ces réseaux peuvent aussi être ceux de nationalismes séculaires ou religieux, mais ils sont toujours politiquement du côté de nos opposants de classe. Ils en usent de façon à pouvoir causer un prétendu « dommage collatéral » ce qui veut dire

détruire des villages entiers, des villes et perpétrer des crimes horribles avec la mort de centaines de milliers de civils, conduisant à un exode biblique de millions de réfugiés qui souffrent de la faim, de la mort et de la guerre et, que les relations impérialistes produisent sans fin.

Il est temps de briser ce borbier, de donner un sens politique à la seule alternative possible au capitalisme, à son essence impérialiste, à ses crises, à ses guerres toujours plus dévastatrices. Il est temps de construire le parti révolutionnaire international, la condition politique vers la seule alternative possible : le communisme.

FD, 5 Octobre 2015

La Turquie abat un avion de chasse russe

Comme on pouvait s'y attendre, la présentation des faits est contradictoire. Moscou accuse Ankara d'avoir commis une attaque déloyale. Ankara répond que l'avion russe, malgré des avertissements réitérés, est resté dans l'espace aérien turc et a violé la souveraineté de la Turquie. Mais cela n'a aucune importance puisque le Président turc a lui-même donné l'ordre d'abattre l'avion déclenchant ainsi une crise internationale. Après avoir signé un accord historique avec Poutine pour construire le gazoduc "Turkish Stream" qui devait amener des capitaux à la Turquie et augmenter son prestige comme centre pétrolier en Méditerranée, pourquoi Erdogan a-t-il risqué de tout remettre en question ? Pourquoi déclencher une crise internationale dont l'issue est incertaine et qui n'annonce rien de positif sur le front militaire ou en termes de baisse des tensions impérialistes existantes ? Nous pouvons identifier une série de répliques.

1. L'intervention militaire russe en Syrie a certainement rompu les équilibres antérieurs et est en train d'en créer de nouveaux que le gouvernement d'Erdogan perçoit comme une menace pour son rôle dans la région. Il représente un obstacle à lever immédiatement, même par l'utilisation de la force – si nécessaire – et au risque de rendre encore pire une situation déjà dangereuse.

2. La Russie n'a certainement pas décidé d'intervenir aussi lourdement pour punir les terroristes djihadistes qui ont détruit un avion de ligne dans le Sinaï causant plus de 200 victimes civiles. La Russie cherche plutôt à sauver son allié Bachar Al Assad et préserver ainsi ses facilités militaires en Méditerranée qui autrement seraient perdues. La lutte contre l'EI (Daesh) n'est qu'un prétexte. L'objectif réel est de bombarder les bases militaires des adversaires de son allié. La zone est sur la frontière avec la Turquie, habitée par une population turkmène alliée à Ankara et opposée au régime d'Assad. Pour Erdogan, le raid de la Russie était une sorte d'agression sur une zone qui commence à être considérée comme une extension du territoire turc.

3. Cette même zone, selon les projets impérialistes d'Erdogan, avait déjà été proposée comme "zone de sécurité" démilitarisée, affectée éventuellement à la réception des réfugiés syriens sous le contrôle d'Ankara qui, ainsi, pensait pouvoir éliminer le problème des migrants et en prendre possession une fois que le régime de l'ennemi Assad se fut effondré. Cela aurait assuré à Ankara une partie du territoire syrien, intéressant d'un point de vue à la fois stratégique et

économique, et permettrait même d'étouffer dans l'œuf un possible État kurde croupion qui la bloquerait. En effet, l'idée d'une "zone de sécurité" comprend (comprendrait) aussi son extension dans les zones kurdes pour empêcher le PKK/PYD de posséder un territoire sur la frontière turque avec toutes ses conséquences pour la situation interne turque.

4. Alors que le gouvernement d'Ankara poursuit avec acharnement son objectif d'élimination d'Assad, son ennemi n°2 – Moscou – est entré dans la danse pour essayer de le sauver à tout prix, y compris par la guerre, au côté d'alliés improbables tels que les autres pays arabes dont certains continuent encore à appuyer l'EI (Daesh), comme la France et même les États-Unis qui, cependant, ont d'autres intérêts et objectifs. C'est une raison de plus pour mettre Moscou et ses opérations militaires en difficulté.

5. En plus, la région bombardée est celle par laquelle transite le trafic "clandestin" et très lucratif de pétrole qui, de la zone pétrolière syrienne conquise par l'EI, accède au territoire turc pour le plus grand bénéfice économique des djihadistes d'Al Baghdadi comme de l'aspirant "sultan" Erdogan.

6. *Last but not least*, les peurs d'Erdogan se concentrent sur les accords récents entre Moscou et son ennemi n°1, l'Iran, qui, depuis les accords nucléaires avec les États-Unis et la suspension relative des sanctions, s'appête à jouer dans la région un rôle déterminant plus décisif encore que ce qu'elle avait fait jusqu'à maintenant.

Il va sans dire que l'espace aérien où l'avion a été descendu ne présente aucun intérêt. La Turquie avait besoin de cet "acte diabolique" pour réduire le rôle et changer l'attitude de la Russie qui, aux yeux d'Ankara pour les raisons que nous avons soulignées, représente un danger réel qui doit être balayé même au prix d'une crise impérialiste à grande échelle. Même si ça signifie renoncer à l'accord du gazoduc Turkish Stream et à d'autres projets de coopération économique comme la construction d'une centrale nucléaire avec l'argent et la technologie russes. Pour Erdogan, la question de l'intervention russe et ses conséquences semblent plus une question de vie ou de mort que simplement de priorités stratégiques.

Jusqu'à maintenant, la réponse russe à la destruction de l'avion de chasse a été relativement modérée. Poutine ne renoncera certainement pas à son programme de soutien à As-

sad ou, si Assad éventuellement s'en allait, il essaiera que n'en résulte pas un gouvernement hostile aux intérêts de Moscou. Il ne va pas reculer et ne sera pas intimidé par les provocations d'Erdogan. Obama a aussi adopté une ligne modérée pour le moment se ménageant la possibilité de faire face aux deux à la fois. Il a d'abord défendu la Turquie en affirmant que le gouvernement d'Erdogan avait tous les droits pour défendre son espace aérien sans se prononcer par ailleurs sur la dynamique réelle des faits. Puis il a déclaré qu'il fallait baisser d'un ton, que la Russie était un bon allié dans le combat contre le terrorisme d'EI à la condition qu'elle combatte contre Assad et non contre ses opposants. L'impérialisme est capable de telles comédies ! Tout le monde est contre un EI qu'ils ont contribué à créer et à faire grandir. Mais en réalité, chacun est là pour défendre ses propres intérêts stratégiques. Les USA et la France combattent Assad pour éliminer la Russie du Moyen-Orient, la Russie intervient pour sauver Assad et son propre rôle en Méditerranée. La Turquie est contre Assad et la Russie pour renforcer sa position anti-Assad et contre l'Iran. À ceux qui aiment être alarmistes et craignent une 3e Guerre Mondiale, nous pouvons dire qu'une "petite guerre" a déjà lieu. Les acteurs impérialistes sont tous sur la scène. Les intérêts sont clairs, les fronts aussi même s'ils sont cachés derrière des alliances temporaires. Il est trop tôt pour

dire à quel point la provocation de la Turquie contre l'impérialisme russe deviendra l'accélérateur d'un grave conflit international. Il est certain que la crise, qu'on nous présente comme en voie d'être résolue mais qui est encore bien enracinée dans la structure économique et financière du capitalisme mondial, exacerbe les conflits actuels en cours et ceux à venir dans un futur proche qui seront certainement encore plus tragiques. Peu importe que ces épisodes de guerre soient isolés dans différentes zones stratégiques comme les tâches sur une peau de léopard, ou qu'ils soient plus généralisés. Un capitalisme décadent ne peut produire que des crises, du chômage, la paupérisation et des guerres avec le prolétariat jouant son rôle habituel de chair à canon. Il n'y a qu'une seule alternative : soit le prolétariat international reprend le chemin oublié de la lutte frontale contre le capitalisme, certes plus difficile aujourd'hui qu'hier mais pas moins nécessaire, ou nous serons contraints d'analyser d'autres épisodes comme celui qui se déroule en Syrie, ou ailleurs sur la planète, qui présentent un quelconque intérêt pour la voracité criminelle des impérialismes de différentes identités avec pour seul résultat encore plus de victimes de leur barbarie infinie.

FD, vendredi 27 Novembre 2015

13 novembre 2016, attentats à Paris et au Bataclan

Barbarie, Barbarie et ENCORE PLUS de BARBARIE

Le massacre à Paris a donné lieu à un tollé sur les crimes contre l'humanité. La bourgeoisie internationale oscille entre le désespoir et l'indignation, entre la peur et les appels à la vengeance. De tous côtés, on entend le tumulte sur une "guerre juste" pour contrer la "guerre sainte". Occident contre Orient, la tradition chrétienne contre l'intégrisme islamique. La France veut venger les victimes en frappant le cœur stratégique de Daech. Daech attaque Paris pour venger la décision du gouvernement français entré en guerre en Syrie. En réalité, le conflit se situe entre les intérêts d'un impérialisme naissant qui a commencé sa progression tragique dans "son" Moyen-Orient et ceux du monde impérialiste occidental qui pendant des années a assimilé le pétrole du Moyen-Orient comme motif à ses interventions militaires.

En fait, cette guerre est en cours depuis des années, la France, les USA, l'Angleterre et aujourd'hui même la Russie de Poutine, sont les auteurs de guerre qui détruisent le présent pour assurer économiquement (pétrole et gaz) et leur avenir. Auparavant, c'était l'Irak et l'Afghanistan, puis la Libye. Aujourd'hui, c'est la Syrie et demain, ce sera une autre région ou un autre pays qui possédera un minimum d'intérêt économique et stratégique.

L'Occident hypocrite pleure ses victimes innocentes, mais oublie que le monstre qui les a tuées, a été créé grâce à son soutien puis a été simplement mis de côté quand il a pris une route indépendante se positionnant entre deux impérialismes. L'Occident oublie également que tant de fureur meurtrière et la guerre sont aussi le résultat de sa barbarie impérialiste ce qui a transformé le Moyen-Orient en un

champ de bataille perpétuel pour le dépouiller de ses richesses, avant de l'abandonner à la misère la plus profonde, au milieu de dévastations guerrières, de la faim et de la négligence de tout avenir autre que celui de l'exil vers ces mêmes pays qui, en premier lieu, ont causé leur misère.

La barbarie de Daesh procède de ses intérêts économiques et politiques, ceux d'un État impérialiste naissant prétendant défendre les masses défavorisées qui ont accepté sa religion comme la seule voie de salut et ont vendu leur dignité en tant que classe exploitée en ce monde pour un hypothétique bonheur après leur mort. Sa barbarie provient du combat contre la guerre «asymétrique» et contre des civils désarmés, les décimant comme des animaux destinés à l'abattoir.

Mais la barbarie appartient aussi à l'impérialisme occidental avec la guerre de destruction totale des salaires, qui prend des centaines de milliers de vies civiles, uniquement pour satisfaire les intérêts capitalistes et perpétuer la vie d'un système économique qui ne peut survivre qu'avec des crises économiques, la faim, le chômage et l'exploitation radicale de millions de travailleurs et de travailleuses. Les guerres ne peuvent être combattues que par la classe exploitée elle-même que le système capitaliste a lui-même réduit à la misère.

Le massacre à Paris devrait donner à réfléchir à tous ceux qui écoutent les nouvelles tragiques sans essayer de regarder un peu plus loin.

1. La classe dirigeante française, comme le reste de la bourgeoisie internationale, va utiliser l'horrible carnage pour intensifier ses préparatifs guerriers. Alors que tout le

monde est apparemment contre Daesh, en fait, chaque impérialisme est à la recherche de ses propres avantages économiques à un moment de crise économique paralysante où il n'y a toujours aucun signe d'une reprise robuste.

2. La barbarie à Paris se fait l'écho de la barbarie des drones sur les champs de bataille de Syrie, qui tuent des milliers de civils, comme l'écho des bombardements des hôpitaux qui provoquent partout des "dommages collatéraux" dévastateurs.

Il n'est pas question ici de discourir sur les différentes barbaries, de choisir laquelle est la plus barbare ou laquelle est la moins pire. La question n'est pas de savoir laquelle est la plus horrible à relayer sur les médias - l'exécution de prisonniers, ou le massacre de civils sur un stade de football ou à un concert; ou encore est-ce plus terrible d'apprendre dans un effroyable "jeu vidéo" que certains drones ont détruit des dizaines de familles ou brûlé quelques centaines de bergers avec leurs troupeaux ? La barbarie est la barbarie.

C'est la barbarie capitaliste qui doit être combattue, indépendamment de l'idéologie ou les instruments utilisés par les religieux de tous bords, chaque fois que cela leur convient. La crise perpétuelle du capitalisme détruit la ca-

pacité de production et prend la forme de guerre impérialiste et de mort. Le capitalisme crée les crises. Comme les crises accélèrent et augmentent les effets des manœuvres impérialistes. L'impérialisme crée l'impérialisme à sa propre image et ressemblance. La barbarie crée la barbarie dans un cycle sans fin. Le seul moyen de la briser c'est la reprise de la lutte de classe. Les centaines de millions de travailleurs exploités qui sont d'innocentes victimes des massacres et des guerres, ont besoin de se distancier de cette société barbare. Ils ont besoin de trouver un moyen de sortir de la cage dans laquelle la société capitaliste les a enfermés. Ils doivent penser à une alternative à la société d'aujourd'hui et à sa barbarie intolérable. Ils doivent penser en termes de classe, contre la guerre, contre sa barbarie et contre ceux qui initient cette barbarie et ces guerres, tout en demandant même aux travailleurs sympathie et compréhension. Et, il y aura alors moins de guerres, moins d'idéologies ou de religions pour justifier la guerre, moins de massacres comme celui de Paris ou tout autre conflit à venir. C'est la voie, la seule voie possible, pour développer la lutte indépendante de la classe exploitée contre les guerres et le système économique qui les génère.

TCI

Dans le dernier numéro (numéro 15) de **Bilan et Perspectives** nous avons déjà écrit sur la question nationale et les campagnes bellicistes de soutien aux Kurdes du Rojava. Nous revenons, ci-après, avec deux articles qui traitent de la question sous d'autres angles

#####

La Oveja Negra, RÉVOLUTION AU ROJAVA ?

Nous publions ici une contribution (traduite de l'espagnol par le groupe Communiste Guerre de classe, *Třídńí válka*³⁷) qui synthétise une série de discussions critiques sur les événements au Rojava. Ce texte provient de militants se réclamant de l'anarchisme, basés à Rosario en Argentine, et publié initialement dans leur bulletin *La Oveja Negra*³⁸ [La Brebis Galeuse].

Nous saluons l'effort de ces militants dans la critique communiste qu'ils font du mouvement social qui se déroule devant nos yeux, sans verser dans les illusions et des visions romanesques à la mode trop souvent lues dans la presse dite « révolutionnaire » à propos du Rojava ou d'autres luttes de notre classe. Trop peu de textes critiques circulent hélas à ce jour sur la « révolution au Rojava » et la « question kurde ».

Nous en profitons pour rappeler une nouvelle fois que l'État est notre ennemi et que nous devons les abattre tous. Les anarchistes, à juste titre, fustigent l'État comme étant un organisme de collaboration de classes c'est pourquoi les révolutionnaires doivent les détruire. Mais dans les faits, ils oublient bien vite leurs conceptions quand ils soutiennent un État bourgeois national en formation comme le font toutes les tendances de « gauche » de la bourgeoisie, qui vont des staliniens « défroqués » à toutes les catégories de sociaux-démocrates et trotskistes.

Les révolutionnaires dénoncent tous les États, ceux dits « ouvriers » qui n'ont été, en fait, que des dictatures de classe comme les États du bloc de l'Est, ceux de Fronts populaires avec la participation des anarchistes au gouvernement bourgeois du Front populaire en Espagne de 1936 à 1939.³⁹

La Rédaction

37 Source en espagnol : <http://boletinlaovejaneagra.blogspot.com/2015/09/revolucion-en-rojava.html> et

<http://www.mediafire.com/view/xmfz62d4viheb59/laovejaneagra31rosario.pdf> - Traduction française : *Třídńí válka* # Class War # Guerre de Classe

38 *La Oveja Negra* [La Brebis Galeuse] Boletín de la Biblioteca y Archivo Histórico-Social «Alberto Ghirardo» Año 4, numero 31, septembre 2015

39 Cf. : *L'anarchisme d'État, la commune de Barcelone*, Michel Olivier, Ed : Ni Patrie, ni frontières, Paris, 2015.

RÉVOLUTION AU ROJAVA ?

Le territoire revendiqué par l'ethnie kurde se trouve à cheval sur la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Irak. En plein milieu d'une des zones dans le monde les mieux pourvues en ressources pétrolières et gazières. Dans cette région, depuis un siècle, se sont développées de nombreuses luttes et initiatives pour l'autodétermination, dirigées par divers groupes et fractions kurdes.

La situation actuelle est complexe et ce qui émerge à grands traits, c'est la coïncidence de trois facteurs : le conflit armé développé par le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) en Turquie depuis 1984, l'invasion de la coalition menée par les USA en Irak en 2003 (et l'approfondissement ultérieur du conflit ethnique), et la guerre civile en Syrie depuis 2011.

Rappelons-nous que diverses régions de Syrie (y compris celle que les Kurdes appellent Rojava) furent le terrain d'imposantes luttes prolétariennes en 2011 (et avant), dont diverses expropriations et affrontements de prolétaires armés avec les forces répressives (causant en retour des défections massives de soldats), avec un degré significatif d'associationnisme prolétarien. Cette situation a été peu à peu transformée par la bourgeoisie en une guerre civile, canalisant dans l'Armée Syrienne Libre (ASL) de nombreuses structures prolétariennes qui avaient émergé de la lutte, convertissant ainsi la lutte prolétarienne en une lutte entre fractions bourgeoises.

Il est essentiel de mentionner ce processus, car c'est dans ce contexte que différents groupes kurdes, le PKK étant le plus important numériquement et le plus influent, ont réussi à mener à bien un processus de contrôle des territoires du nord de la Syrie (Rojava) se nourrissant des nombreuses ruptures prolétariennes d'avec l'ASL lorsque son caractère bourgeois est devenu plus évident. En fait, le nouveau coucou de l'Occident, l'organisation maintenant connue comme l'État Islamique (djihadisme sunnite radical), surgit justement du démantèlement de l'ASL, quand elle commence à perdre force et prestige et qu'en son sein le fondamentalisme islamique prend une plus grande importance.

C'est en grande part dû à la confrontation entre les forces kurdes et l'EI, considéré comme l'une des forces engagées dans la région, que le PKK a pris une telle importance à l'échelle internationale et a reçu le soutien d'un large spectre au niveau mondial, depuis les sociaux-démocrates jusqu'aux libéraux.

A son tour, tout au long de ce processus complexe qu'il est impossible de résumer en quelques paragraphes, il y a un certain nombre de particularités qui font que de nombreux prolétaires ont un œil sur cette région. **Pour nous, il est essentiel de saisir ces processus et de défendre les ruptures prolétariennes qui s'y développent, et de s'attaquer sans pitié aux falsifications idéologiques et aux encadrements bourgeois.**

Ces réflexions sont basées sur ce besoin, motivé principalement par la grande confusion que génèrent de nombreux groupes qui s'auto-définissent révolutionnaires et en viennent à parler de révolution au Rojava. Voyons un peu...

Le PKK

C'est un parti politique kurde fondé en 1978. **Ethnique, même si actuellement ses membres et ses alliés prétendent qu'il s'est adouci. Social-démocrate, même s'ils prétendent le faire passer pour révolutionnaire. Fémi-**

niste, si par féminisme nous comprenons que la femme est l'égal de l'homme à la fois à la guerre et au travail. Écologiste, même s'ils n'hésitent pas à continuer d'extraire du pétrole.

A l'origine, c'était un parti marxiste-léniniste avec de claires tendances héritées du maoïsme (guérilla dans les zones rurales, interdiction de relations amoureuses entre ses membres, discipline militaire, etc.). Au cours des dernières années, il a adopté une tendance plus socialiste libertaire, d'abord à ce qu'on suppose suite au tournant idéologique en prison de son leader Öcalan, puis des décisions de son 8ème Congrès en 2002.

Sa nouvelle doctrine appelée confédéralisme démocratique est étroitement liée au concept de municipalisme libertaire ébauché par l'Américain Murray Bookchin et exprime des critiques envers le concept traditionnel d'État-Nation, appelant à une société fédérale, écologique et féministe. Dans ce texte, nous allons nous étendre sur les terribles limitations de certains aspects de cette grande et confuse révolte idéologique.

Avant cela, nous voulons souligner que les principales raisons de ce tournant sont de deux ordres. Tout d'abord, la stratégie internationale du PKK pour ne plus être considéré comme une organisation terroriste par l'OTAN, en tant que complément à sa tactique de créer des organisations parallèles comme le PYD (Parti de l'Union Démocratique en Syrie), qui s'est imposée au cours de son histoire pour développer sa politique dans les parlements régionaux des quatre pays.

En outre, il n'était plus rentable d'être marxiste-léniniste lorsque la polarisation impérialiste mondiale changea considérablement depuis les années 70. Sans l'Union soviétique qui les couvrait et leur livrait des armes, probablement ont-ils eu besoin de commencer à changer de stratégie.

Pour ceux qui luttent pour la révolution sociale, ce n'est pas une nouveauté que d'être considérés comme des terroristes par l'État, ce qui est une façon d'ouvrir la voie à la répression, mais il est clair que pour le PKK cette action de l'OTAN est un obstacle pour pouvoir finalement établir un État, de participer au commerce mondial du pétrole brut et de siéger aux Nations Unies.

« *Le PKK/PYD était peu disposé à se joindre au soulèvement anti-Assad en 2012 et est maintenant tout autant hésitant à renverser la propriété privée. Au contraire, après s'être allié avec la dictature meurtrière d'Assad dans le passé, il s'allie maintenant avec les USA et leur campagne de bombardement meurtrière. Cette campagne a pu sauver Kobane mais elle a aussi probablement encouragé encore plus d'Arabes à se méfier des Kurdes et à s'engager dans l'EI ou EIL. Et cela pousse maintenant la région encore plus loin dans un bain de sang inter-impérialiste.* »⁴⁰ Nous devons le dire ouvertement, **le PKK est une force contre-révolutionnaire depuis sa création et il est actuellement chargé de canaliser les expressions les plus avancées qui restent encore dans la région du nord de la Syrie.** C'est également une raison importante de son changement de stratégie. En plus de critiquer ses actions dans ses zones d'influence, il faut aussi souligner comment ce type de pro-

40 Zafer Onat : « *Rojava : Fantômes et Réalités* », publié sur *Servet Düşmanı* [Ennemi de la Richesse] – 1er novembre 2014.

cessus contre-révolutionnaire est utilisé dans le monde entier.

Qu'est-ce que l'État ?

« *L'État n'est pas simplement une structure constituée du gouvernement, de la police, de l'armée et d'un appareil administratif ; l'État, comme le mouvement communiste l'a déjà compris, est un rapport social, la matérialisation de l'ordre du monde capitaliste, peu importe si sa légitimité est basée sur des assemblées parlementaires ou communautaires. Si donc le PKK et ses affidés du PYD revendiquent qu'ils ne cherchent pas à créer un État, c'est seulement parce qu'en réalité ils représentent déjà l'État, en raison du rôle, pratique et idéologique, qu'ils jouent au Rojava. Ce que certains des partisans du PKK appellent très justement « un État sans État », c'est-à-dire un État qui ne se territorialise pas obligatoirement sous la forme d'un État-Nation, mais qui in fine constitue un État tout de même dans ce sens où les rapports sociaux capitalistes, la propriété privée, ne sont pas remis fondamentalement en question*⁴¹.

(...) *Tout le monde peut aisément deviner qui a le poids réel. Le PYD a obtenu un quasi-monopole des armes. Ils sont l'État. Et dans chaque pays (Irak, Iran et Syrie), la bourgeoisie kurde locale a mis en place sa propre entité nationale dans la même veine. Ces entités pourraient ne pas être reconnues par l'impérialisme international, mais ce sont des États à tous points de vue sauf au niveau du nom. À certains égards, elles empiètent davantage sur la vie des gens que l'État au Royaume-Uni. Par exemple, si vous avez plus de 18 ans, vous êtes soumis à la conscription. Et quant à l'internationalisme supposé du PYD, son chef Saleh Muslim a menacé d'expulser tous les Arabes du territoire « kurde » en Syrie malgré le fait que la plupart d'entre eux y soient nés.* »⁴²

Bien qu'il existe des expressions kurdes qui soient résolument plus pro-étatiques, comme le gouvernement d'Irak dirigé par Talabani ou le gouvernement régional du Kurdistan irakien dirigé par Barzani (tous les deux s'opposant l'un à l'autre mais aussi au PKK), cela ne signifie pas que le PKK ne le soit pas aussi.

Le PKK a apparemment rompu avec la conception classique de la prise du pouvoir d'État, propre au marxisme-léninisme, pour introduire certaines « critiques » de l'État dans sa nouvelle doctrine du confédéralisme démocratique. Ces critiques proposent un changement formel où le nouvel État qu'ils appellent « confédération » assumerait de plus en plus de tâches d'organisation sociale par la démocratie de base, ce qui pose à son tour la recherche d'une coexistence la plus pacifique possible avec les États existants, faisant usage de la légitime défense si nécessaire.

Cette fable de la démocratie directe, de la résistance locale face aux États existants, de l'auto-détermination des peuples, de l'administration d'un territoire « sans État » n'est en fait nullement une nouveauté.

Tous ces fantasmes sont ceux qui ont séduit de larges secteurs de l'anarchisme (y compris certains dans notre

41 *Guerre de Classe* : Présentation au texte de la TCI : Rojava : la Guerre Populaire, ce n'est pas la Guerre de Classe

42 Tendance Communiste Internationaliste : Rojava : la Guerre Populaire, ce n'est pas la Guerre de Classe

région), qui ont offert leur soutien de diverses manières, appelant même à s'engager dans les milices kurdes, comme l'a fait le référent du mouvement Occupy, David Graeber.

Il est étonnant de voir une fois de plus que la plupart de ceux qui se disent partisans de la destruction de l'État et qui concentrent leurs critiques et analyses dans ce but, tombent à nouveau dans le piège. Il se fait que la plupart des critiques dirigées contre l'État en tant que problème central de la société capitaliste ne saisissent pas sa nature et finissent par le défendre sous une nouvelle forme.

Nous devons insister sur la nécessité de saisir et de critiquer la société de la manière la plus complète possible. Quand nous parlons de révolution sociale, nous parlons de supprimer la totalité des rapports sociaux capitalistes : l'État, la propriété privée, le travail salarié, la production marchande, la valeur...

Nous avons trop pris l'habitude que lorsqu'on parle de révolution, on parle de forme plutôt que de contenu. En ce sens, c'est même tomber dans la facilité que de comparer des images de femmes armées des milices kurdes avec celles de miliciennes de l'Espagne 36, ainsi que de parler de fascisme à propos de l'État Islamique, plaidant une fois de plus pour la conciliation avec la bourgeoisie contre le pire des maux, comme cela est arrivé avec les républicains contre le franquisme durant la guerre civile espagnole.

Une fois de plus, nous nous retrouvons face à des parallèles historiques qui sont fondés sur des erreurs de compréhension des deux périodes et non sur un bilan critique et anticapitaliste des luttes de notre classe.

Révolution féministe?

« *Le caractère subversif d'un mouvement ou d'une organisation ne se mesure pas au nombre de femmes en arme. Son caractère féministe non plus. Depuis les années 60, sur tous les continents, la plupart des guérillas ont comporté ou comportent de très nombreuses combattantes, en Colombie par exemple. C'est encore plus vrai dans les guérillas d'inspiration maoïste (Népal, Pérou, Philippines, etc.) appliquant la stratégie de « Guerre populaire » : l'égalité hommes/femmes doit contribuer à mettre à bas les cadres traditionnels, féodaux ou tribaux (toujours patriarcaux). C'est bien dans les origines maoïstes du PKK-PYD que se trouve la source de ce que les spécialistes qualifient de « féminisme martial ».*⁴³

« *La révolution féministe a aussi été modeste. Les hommes prédominent toujours dans les rues comme sur les lieux de travail. Et, comme le site Web du PKK le montre, la théorie féministe de l'organisation provient plus des pensées de son patriarche, Abdullah Öcalan, que d'un quelconque mouvement féministe indépendant. En outre, il est peu probable que l'autonomisation des femmes provenant de leur engagement – ou de leur enrôlement de force – dans la milice puisse faire long feu. Comme lors de précédentes guerres révolutionnaires, elle sera inévitablement contredite par la désresponsabilisation due à l'obéissance aux ordres, conjuguée à la brutalité et au traumatisme de la guerre.* »⁴⁴

Et puis après...

Ceux qui liront cette publication avec un caractère caustique nous accuseront d'être des puristes, de ne pas vouloir

43 Gilles Dauvé : « Kurdistan ? » : https://ddt21.noblogs.org/?page_id=324

44 Zafer Onat : « *Rojava : Fantasmies et Réalités* », op. cit.

se salir les mains, de rester en marge. **Mais, une chose est de saisir les contradictions présentes dans un processus social donné et de lutter pour les surpasser de façon révolutionnaire, et une autre, très différente, est de défendre ces contradictions comme si leur simple existence impliquait le commencement d'une révolution sociale.**

Nous ne doutons pas de l'existence historique de luttes prolétariennes dans la région que les Kurdes appellent le Kurdistan. C'est notre tâche et celle de tous les internationalistes d'essayer de pénétrer le manteau idéologique social-démocrate et de tirer des conclusions de la période actuelle. Il ne s'agit pas d'éviter de soutenir les Kurdes mais de reconnaître les Kurdes comme un groupe ethnique comme n'importe quel autre, avec des classes sociales et des contraintes culturelles et quotidiennes de toutes sortes. **Il ne s'agit pas de soutenir en général et de manière acritique n'importe quelle expression, avec l'idée de victime d'un peuple sans nation.** Merde aux nations !

Les révolutionnaires sont internationalistes, nous ne ferons pas les yeux sur telle ou telle région ni ne luttons pas de façons différentes dans différentes régions. Nous ne cautionnons pas la libération nationale ici, la révolution communiste là-bas et le confédéralisme démocratique ailleurs. Merde à l'autodétermination !

Nous devons nous débarrasser de cette logique gauchiste, celle qui part toujours de l'analyse des conflits inter-bourgeois dans une région, pour ensuite prendre parti pour ses forces. Nous devons toujours partir des expressions authentiques de la lutte de notre classe pour trouver la façon de se solidariser avec elle et de contribuer à son développement et son extension.

Nous ne prenons parti pour aucun camp dans ce conflit si nous nous fondons sur le récit qu'on veut nous vendre. Notre seule alternative, c'est de toujours affirmer les mots d'ordre invariants : Ne pas céder, ne pas s'aveugler : **Révolution sociale, mondiale et totale !**

#####

La Guerre Populaire, ce n'est pas la Guerre de Classe

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. (...) »

La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. (...) La révolution sociale (...) ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution (...) doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet.» in "Dix huit brumaire de L. Napoléon Bonaparte", K. Marx.

L'Espagne dans un Contexte Historique

L'article de David Graeber, « Pourquoi le monde ignore-t-il les révolutionnaires Kurdes de Syrie ? », a été largement distribué dans la presse anarchiste et libérale. Il y parle de la façon dont la révolution sociale au Kurdistan occidental (Rojava) est « scandaleusement » ignorée par tous, y compris par une vague « gauche internationale ». Il choisit de commencer sur une note délibérément subjective en annon-



çant que son père s'était porté volontaire pour se battre dans les Brigades internationales durant la guerre civile espagnole en 1937. Il poursuit :

« Un possible coup d'État fasciste avait été temporairement arrêté par le soulèvement des travailleurs, dirigé par les anarchistes et les socialistes, et dans une grande partie de l'Espagne une véritable révolution sociale s'est produite, ce qui a placé des villes entières en autogestion démocratique, les industries sous le contrôle des travailleurs et le pouvoir radical des femmes.

Les révolutionnaires espagnols espéraient créer la vision d'une société libre que tout le monde pourrait suivre. Au

lieu de cela, les puissances mondiales décrétèrent une politique de « non-intervention » et ont maintenu un strict blocus de la République, même après qu'Hitler et Mussolini, signataires ostensibles, aient commencé à envoyer des troupes et des armes pour renforcer le camp fasciste. Le résultat a été des années de guerre civile qui ont pris fin avec la défaite de la révolution et certains des massacres les plus sanglants du siècle sanglant.

Je n'ai jamais pensé qu'au cours de ma propre vie je verrais la même chose se reproduire.»

(Source: theguardian.com, publié en français entre autre sur : oclibertaire.free.fr)

Notre professeur d'anthropologie⁴⁵ a clairement besoin d'étudier l'histoire avec plus de soin. Le coup d'État militaire du 18 juillet 1936 contre la Seconde République espagnole est arrivé après des années de lutte de classe. Le gouvernement du Front populaire des socialistes et des libéraux ne savait pas comment réagir, mais les ouvriers l'ont fait. Lorsque les ministres libéraux ont refusé d'armer les ouvriers, ils ont attaqué les casernes du régime et ils ont pris les armes. Cela a déclenché une révolution sociale qui, dans diverses parties d'Espagne, correspondait presque à ce que Graeber décrit. Toutefois, elle n'a pas touché au pouvoir politique de la République espagnole bourgeoise. L'État n'a pas été détruit. Les leaders anarchistes de la CNT-FAI ont d'abord décidé de soutenir le gouvernement régional catalan du bourgeois Luis Companys⁴⁶, puis, à peine cinq mois plus tard, ils sont entrés dans le gouvernement de Madrid avec les libéraux et les stalinien. Ils ont décidé de faire passer la lutte contre « le fascisme » avant la révolution sociale. Ce faisant, ils ont abandonné tout programme de la classe ouvrière et ils ont livré la révolution à la bourgeoisie. C'est l'épisode le plus honteux de l'histoire anarchiste et la plupart des historiens anarchistes seront d'accord avec ce verdict⁴⁷.

Bien qu'il invoque l'histoire, Graeber la met sur la tête. Pour lui, c'est le fait qu'Hitler et Mussolini ont armé Franco qui a mené la révolution à la défaite. Il n'en fut pas ainsi. C'est l'abandon de la révolution sociale en faveur des besoins militaires de « l'antifascisme » qui était vraiment à blâmer. C'est la révolution sociale de juillet 1936 qui a poussé la masse de la population à commencer à se battre pour elle-même et pour une nouvelle société. Nous ne disons pas que la révolution aurait pu l'emporter, compte tenu de son isolement à l'époque, mais elle nous aurait laissé aujourd'hui un héritage plus stimulant. En fait, l'histoire de la classe ouvrière espagnole était si différente du reste de l'Europe (la bourgeoisie espagnole n'a pas pris part à la Première Guerre mondiale, par exemple) que les travailleurs espagnols se sont retrouvés seuls à combattre. Le reste de la classe ouvrière européenne ne s'était pas remis

45 Pour une critique des travaux de Graeber sur la dette, voir en anglais leftcom.org.

46 (NdE) L'exemple de Barcelone est le plus connu, mais cette même démission des révolutionnaires se retrouve à Valence où il remettent le pouvoir au Conseil de défense et au Général Pozas, à Madrid et dans de nombreuses autres villes.

47 Pour un approfondissement de cette analyse voir *L'anarchisme d'État et la Commune de Barcelone*, Ni patrie ni frontières, Paris 2015.

de la défaite de la vague révolutionnaire des années 20 qui mit fin à la Première Guerre mondiale. Cette défaite avait déjà permis au fascisme d'être victorieux en Italie et en Allemagne, et au stalinisme en Russie.

Manipulations impérialistes

Et cela a également dessiné le contexte impérialiste dans lequel la guerre civile espagnole est arrivée. Graeber n'est pas crédible non plus lorsqu'il dit que toutes les grandes puissances se sont inscrites dans la « non-intervention ». C'était la politique hypocrite des classes dirigeantes française et britannique qui espéraient convaincre les puissances de l'Axe d'attaquer l'URSS (les laissant ainsi libre de ramasser les morceaux plus tard). Ils ont essayé d'entraîner Mussolini dans une tentative de division de l'Axe, mais elle a échoué. Durant la période qui précède la Seconde Guerre mondiale, l'URSS de Staline a aussi dû trouver un moyen pour essayer de se gagner des alliés. Il avait déjà fait de « l'antifascisme » son slogan en novembre 1935. Et cette base contribua à la formation des gouvernements de Front populaire en Espagne et en France. L'idée était de convaincre les démocraties occidentales qu'elles pouvaient faire confiance dans l'État « paria » soviétique. C'est l'URSS qui a secrètement armé la République espagnole dès le début (avec le Mexique, seul État à le faire). Et celui qui paie a le droit de décider comment sera dépensé son argent. Bien que le Parti communiste espagnol (PCE) n'avait que 6.000 membres en 1936, il a immédiatement été gonflé par la défection de la jeunesse du Parti socialiste dirigée par Santiago Carillo. Et il a grandi considérablement plus en s'opposant à la révolution sociale qui avait déclenché la résistance. Les petits bourgeois dans l'Espagne républicaine ont afflué vers eux pour se défendre contre les anarchistes. Et bientôt, les ministres communistes sont apparus à Madrid et le PCE a pris en charge les services de la sûreté (SIM). Des laquais stalinien comme Palmiro Togliatti (« le camarade Ercoli ») et Ernő Gerő⁴⁸ ont été envoyés en Espagne afin de mener la chasse aux sorcières contre les vrais révolutionnaires. Celles-ci eurent principalement lieu après la débâcle de mai 1937 à Barcelone, où des combats éclatèrent entre la CNT et le POUM d'un côté, et les stalinien de l'autre. Cela s'est terminé par une trêve mais avec les stalinien aux commandes (puisque la « lutte antifasciste » était primordiale) et plusieurs massacres de leurs adversaires dans le camp républicain. À chaque phase, les stalinien ont justifié leur prise de contrôle de l'appareil d'État par le besoin de rendre « la lutte contre le fascisme » plus efficace. Le seul résultat en fut de démoraleser et de détruire l'initiative des masses et d'ouvrir la voie à la victoire finale de Franco et à encore plus de massacres. Graeber a raison de dire que la révolution a été réprimée, non par Franco, mais par les « antifascistes » qu'il cherche maintenant à imiter.

C'est ce que beaucoup à gauche, des anarchistes du style de Graeber à la gauche marxiste traditionnelle des trotskistes et des stalinien, ne peuvent pas comprendre. L'antifascisme était l'idéologie d'un camp de l'équation impérialiste des années 1930 pour mobiliser la population pour la guerre impérialiste. Et cela a fonctionné. Le père de Graeber ne fut

48 Ernő Gerő, né Ernő Singer (1898 - 1980) dirigeant du Parti des travailleurs hongrois dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

pas le seul à s'être engagé comme volontaire dans les Brigades internationales. C'est ce que fit mon père métallurgiste en 1938. C'était alors un jeune garçon boucher de 16 ans et il n'avait pas d'opinions politiques bien précises. On le refusa (heureusement !) au motif de son jeune âge, mais sa réaction était précisément ce que le bloc Alliés escomptait durant la Seconde Guerre mondiale afin de mobiliser la classe ouvrière pour encore un autre massacre après la fin en 1918 de la « der des ders ! », « la guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres ». Personne ne se serait plus battu pour « le Roi ou la Patrie » mais beaucoup ont jugé utile de risquer leur vie en combattant le mal fasciste.

Et une fois de plus, l'histoire se répète partiellement, en tragédie d'abord, en farce ensuite. Les Graeber, ainsi que les staliniens et les trotskystes, se parent des vêtements du passé pour appeler au soutien des nationalistes kurdes contre les « fascistes » ou les « crypto-fascistes » de Daech ou de l'EI au Rojava. Cela dit, Daech est une force monstrueuse réactionnaire qui perpètre des actes dignes de Gengis Khan et des Mongols, mais lutter pour ou contre eux ne favorise pas l'émergence d'une classe ouvrière autonome. Nous devons être conscients du contexte impérialiste de ce qui se passe en Syrie, en Turquie et en Irak avant d'exhorter qui-conque à s'emballer et à combattre pour le PYD⁴⁹. Le PYD est dominé par le PKK, bien que pour des raisons diplomatiques il affirme ne pas l'être (le PKK est condamné internationalement comme « terroriste » tandis que le PYD ne l'est pas). Le tournant « démocratique » ou « confédéraliste démocratique » du PKK a été initié en grande partie afin d'essayer de gagner le soutien de l'Occident tout comme « l'antifascisme » et le « Front populaire » ont fonctionné pour l'impérialisme soviétique dans les années 1930.

Daech est une création de la coalition impérialiste qui maintenant la bombarde⁵⁰. Sans le démembrement dirigé par les USA de l'État irakien après 2003, il n'y aurait pas de possibilités d'agir pour l'EI. Sans la fourniture initiale d'armes des régimes sunnites d'Arabie saoudite et du Qatar, l'EI ne serait rien. Et le régime kurde dans le nord de l'Irak a été le plus grand bénéficiaire de la politique américaine. Le régime du Parti Démocratique Kurde de Barzani est un proche allié à la fois des États-Unis et de la Turquie et il exporte son pétrole vers la Turquie via un nouvel oléoduc récemment achevé. L'EI, ayant acquis ses propres ressources financières, s'est dégagé de ses maîtres impérialistes originaux et il poursuit sa propre politique. Encore une fois, il y a des parallèles avec les années 1930, mais pas ceux auxquels nos antifascistes aiment à se référer. En 1939, Staline a abandonné « l'antifascisme » pour signer le pacte Hitler-Staline^(...) avec ces mêmes fascistes que les ouvriers en Espagne étaient censés avoir combattu jusqu'à la mort. Hier comme aujourd'hui, les impératifs impérialistes peuvent dicter le nom qu'ils vont donner à n'importe quelle cause.

49 Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD est l'acronyme kurde pour le Parti de l'Union Démocratique qui est la sœur syrienne du PKK turc (Parti des Travailleurs Kurdes). Sa branche militaire est l'YPG, les Unités de Défense du Peuple. Pour plus de développements à ce sujet, voir l'article qui accompagne le présent texte : « Le bain de sang en Syrie : Guerre de classe ou guerre ethnique ? » leftcom.org

50 Pour une explication de l'activité impérialiste dans la région, voir leftcom.org.

Quoi que Graeber et autres puissent affirmer, la lutte en Syrie aujourd'hui est une lutte pour le contrôle impérialiste du territoire.

« Expérience Sociale » au Rojava

Et ce qui se passe au Rojava n'est pas aussi merveilleux que le dit Graeber. Il ne fait que relayer la propagande du PYD. En fait, vous avez l'impression (compte tenu du poids relatif des mots qui lui est consacré) qu'il est plus impressionné par la « conversion » du stalinien Öcalan aux idées du « municipalisme libertaire » de feu Murray Bookchin, une idéologie que Graeber tient à cœur.

« Le PKK a déclaré qu'il n'essayait même plus de créer un État kurde. Au lieu de cela, en partie inspiré par la vision de l'écologiste social et anarchiste Murray Bookchin, il a adopté la vision du "municipalisme libertaire", appelant les Kurdes à créer des communautés libres et autonomes, sur la base des principes de la démocratie directe, qui par la suite s'uniraient au-delà des frontières nationales – et qui seront appelées à être progressivement dénuées de sens. Ainsi, ils ont suggéré que la lutte kurde puisse devenir un modèle pour un mouvement mondial vers une véritable démocratie, une économie coopérative et la dissolution progressive de l'État-nation bureaucratique. »

Oh si c'était vrai ! Le PKK a révisé sa stratégie, il a fait passer la frontière turque à ses combattants, les a positionnés en Irak et il a édulcoré son stalinisme dans une tentative de se présenter comme « démocratique ». Mais même Graeber reconnaît que certains « éléments autoritaires » se maintiennent, bien qu'il ne donne aucun détail. Donnons-lui un coup de main. Selon le PYD lui-même, il y a une forme de double pouvoir avec les désormais célèbres communautés autonomes qui existent côte à côte avec un cadre de type parlementaire entièrement contrôlé par le PYD. Tout le monde peut aisément deviner qui a le poids réel. Le PYD a obtenu un quasi-monopole des armes⁵¹. Ils sont l'État. Et dans chaque pays (Irak, Iran et Syrie), la bourgeoisie kurde locale a mis en place sa propre entité nationale dans la même veine. Ces entités pourraient ne pas être reconnues par l'impérialisme international, mais ce sont des États à tous points de vue sauf au niveau du nom. À certains égards, elles empiètent davantage sur la vie des gens que l'État au Royaume-Uni. Par exemple, si vous avez plus de 18 ans, vous êtes soumis à la conscription⁵². Et quant à l'internationalisme supposé du PYD, son chef Saleh Muslim a menacé d'expulser tous les Arabes du territoire « kurde » en Syrie malgré le fait que la plupart d'entre eux y soient nés⁵³.

51 Même les comptes-rendus les plus favorables au PKK/PYD révèlent que « L'opposition veut mettre sur pieds ses propres milices, mais n'y est pas autorisée par le PYD. » anarkismo.net.

52 Voir aranews.net

53 Voir Kurdish News Weekly Briefing, 3 – 29 novembre 2013 qui a écrit : « Le chef du Parti de l'Union Démocratique (PYD), Saleh Muslim, a prévenu que la future guerre des Kurdes serait avec les Arabes qui se sont installés dans les régions kurdes avec l'aide du régime syrien. "Un jour ces Arabes qui ont été amenés dans les régions kurdes devront être expulsés", selon Muslim dans une entrevue avec Serek TV. Le chef du PYD a dit que la

Les femmes peuvent être plus libres au Kurdistan en général que dans les territoires environnants, mais tout est relatif. Il y a eu beaucoup d'accusations concernant une culture sexiste ainsi que de viols chez les peshmergas, et Calancen lui-même semble non seulement fermer les yeux sur cela, mais personnellement l'admettre. Rien de tout cela n'est discuté dans le trop bref compte-rendu de Graeber à propos des merveilles du Rojava.

Le seul mot manquant dans le compte-rendu de Graeber, c'est le mot classe. Pour lui, Rojava est un « mouvement populaire », tout comme le mouvement « Occupy » l'était. La Seconde Guerre mondiale nous a été vendue par les Alliés comme une « guerre populaire ». Mais « le peuple », c'est la nation. Le cri de ralliement de la classe capitaliste, c'est qu'ils étaient les représentants du « peuple » contre l'ordre féodal. Mais il est admis pour nous que le peuple est une notion interclassiste. Il y inclut exploités et exploités. C'est pourquoi nous posons le concept de classe en opposition à toute idée de peuple ou de « nation ». Le nationalisme est l'ennemi de la classe ouvrière qui ne possède aucune propriété privée, ni n'exploite personne. Comme Marx l'a dit «*Les ouvriers n'ont pas de patrie*». La guerre de classe, ce n'est pas la « guerre du peuple ».

Nous reconnaissons bien sûr qu'il y a un besoin pour de nombreux ouvriers à rechercher des exemples stimulant d'organisation sociale. C'est pourquoi nous nous tournons vers la Commune de Paris de 1871 ou la Russie en 1905. C'est aussi pourquoi nous nous tournons vers l'Espagne de l'été 1936 ou la Russie de l'hiver 1917-1918. Aucun de ces exemples ne fut parfait, mais tous ont donné des indications sur ce que la classe ouvrière était capable de faire. Tous ont finalement été noyés par l'intervention impérialiste. Mais ils étaient beaucoup plus loin sur la voie de l'autonomie prolétarienne réelle que ce qui nous est vendu aujourd'hui au Rojava ou n'importe où ailleurs au Kurdistan. Nous sommes habitués à ce que la gauche capitaliste (trotskistes, stalinien, maoïstes) se précipite pour soutenir tel ou tel « moindre mal » ou chante les louanges de tel ou tel modèle considéré comme « le socialisme réellement existant » (Venezuela, Bolivie, Cuba, Vietnam, etc., etc.) mais tout ce qu'ils nous invitent à faire, c'est d'entrer dans le jeu de la propagande impérialiste de nos gouvernants.

La révolution sociale réelle ne peut pas avoir lieu à l'intérieur d'un seul pays comme l'histoire des années 1920 et 1930 nous l'a montré. Si nous voulons voir un mouvement de classe autonome capable de créer une société sans classe, sans exploitation, sans État et sans guerre meurtrière, nous devons nous battre pour elle là où nous vivons et travaillons. Dans le long terme, nous devons créer nos propres organisations de classe telles que des comités, conseils ou collectifs sur les lieux de travail, ou tout ce qui est approprié à la lutte, mais nous devons aussi arriver à ce

situation à Qamishli et Hasakah est particulièrement explosive et que "si cela continue de la même façon, il y aura la guerre entre Kurdes et Arabes." Qamishli est la plus grande ville kurde en Syrie et Hasakah revendique la plupart de la richesse pétrolière du pays. Les propres forces armées de Muslim, connues comme les Unités de Défense du Peuple (YPG), contrôlent les régions kurdes de Syrie depuis un an et demi.» Extrait d'un site pro-PKK : peaceinkurdistancampaign.com.

que ce soit une partie d'une lutte consciente contre le capitalisme sous toutes ses formes. Cela signifie que la création d'un mouvement politique international et internationaliste, contrairement à tous les projets nationaux aujourd'hui, est un élément indispensable de cette lutte. Cela doit pouvoir inspirer et unir la conscience révolutionnaire de pans plus larges de travailleurs. Ce n'est pas aussi facile ou instantanément gratifiant que de rabâcher des slogans à propos de tel ou tel paradis supposé des travailleurs, mais c'est la seule voie pour l'émancipation de l'humanité.

C'est cette lutte à laquelle nous nous consacrons, nous de la Tendance Communiste Internationaliste.

Jock

Grèce

Le document qui suit fut distribué par les communistes internationalistes de Grèce avant les élections du 20 septembre. Le document explique, notamment, pourquoi la participation ne fut que de 55%. Les perspectives présentées ici furent déjà confirmées par les résultats "préfabriqués" des élections, où Syriza s'est encore autoproclamé "L'espoir" du peuple grec. Les reculades du parti social-démocrate nous démontrent qu'il n'y a pas d'espoir pour ceux et celles qui croient toujours dans le bulletin de vote, comme le document le fait très justement remarqué.

Grèce, les élections du 20 septembre

Ce qui est en jeu pour ses élections est clair. Ce n'est rien de plus que l'élection du gouvernement qui adaptera le troisième Mémoire, qui est trois fois pire que les deux derniers. Qu'importe le résultat, que le pouvoir soit assumé par une coalition ou un seul parti, le gouvernement qui sera élu aura le "mandat du peuple" pour introduire « loyalement » le Mémoire. Il le fera cela, bien sûr, sous les yeux inquisiteurs des requins du crédit international, ayant droit de veto sur les budgets, contrôlant l'ensemble des actions gouvernementales par ses techniciens sur le terrain, définissant les objectifs politiques, ordonnant les échéanciers et demandant encore plus de mesures d'austérité. La courte campagne électorale n'aura pour but que de décider le dur plan d'austérité "que notre pays est obligé d'appliquer", signer par les "inflexibles anti-mémoire". Syriza a déjà accepté de le signer après de dures négociations, que la Nouvelle Démocratie a déjà approuvé, pour le "bien du Pays".

C'est pourquoi il est évident que toute forme de participation de la part de la classe qui vit de son travail dans cette farce bien définie qu'est le régime parlementaire et apothéose de la « souveraineté » populaire sur laquelle le parlementarisme est fondé, ne peut être bénéfique pour elle. Le jour après les élections, les employés avec un gagne pain, sous-employés et sans emplois employables ou non, qui produisent la richesse de la société capitaliste, seront dans la ligne de mire de n'importe quel gouvernement produit par cette démocratie ploutocratique. Le prolétariat sera toujours la cible d'attaques incessantes pour la rémunération de la force de travail constamment dévaluée comme les revenus de toutes les autres couches sociales subordonnées.

Il n'y a rien à débattre, notre position est donc abstentionniste pour les élections du 20 septembre, comme elle le fut dans toutes les "affrontements" électoraux, conformément à toute opposition de principe sérieuse à la dictature parlementaire du Capital, dans laquelle le citoyen n'est rien de plus qu'un sujet obéissant aux lois capitalistes, un esclave moderne se gorgeant de chimères sur sa liberté. C'est pourquoi le vote dans cet exercice parlementaire n'a pas de valeur réelle. Il demande de laisser la vie du citoyen dans des mains d'autres, celles des différents gestionnaires du système, qu'ils soient de droite ou de gauche, en plus de donner un vernis de légitimité démocratique à la domination du système capitaliste.

Spécialement, dans le cadre précis de ces élections, les relations de pouvoir, au niveau international comme au niveau national (par exemple la relation entre la Troïka et la bourgeoisie grecque), on cherche la légitimation du troisième mémoire. C'est le cheval de bataille de la dévaluation

du travail, la radicale redistribution de richesses vers le haut et la destruction du capital plus faible sont des conditions essentielles pour une conclusion favorable pour la classe dirigeant la crise en cours. Par suite, la participation dans les prochaines élections, dont le résultat est déjà décidé qu'importe qui sera élu, ne signifie qu'endosser le processus de légitimation de la reconstruction capitaliste et de la défaite du monde du travail.

La seule solution est de tourner le dos aux jeux bourgeois du crétinisme parlementaire, d'arrêter d'être les spectateurs de la destruction de notre vie et de la prendre en main, sans espérer que les candidats aux élections bourgeoises ou les bureaucrates se transforment en sauveurs. Sans action inutile d'arrière-garde par des actions et des luttes auto-organisées, par notre unification et des décisions fermes jusqu'à la victoire finale. Cela commence par la défense immédiate de nos intérêts en gardant les yeux fixés sur nos objectifs finaux : une société de producteurs librement associés, partageant également la richesse commune qu'ils produisent eux-mêmes.

La principale question est la prise de conscience par la classe ouvrière qu'aucun politicien pourri ne pourra la sauver ou même l'aider, qu'elle doit prendre son existence dans ses mains et se battre pour elle-même. Le principal obstacle est le manque de confiance dans notre capacité. Que le monde du travail, salariés comme chômeurs, se retrouve lui-même. Cependant, pour se retrouver, il faut s'oublier un peu, il faut oublier l'image que les bien-pensants et les dirigeants ont créée de nous-mêmes. Nous devons avoir confiance dans l'énorme potentiel de notre force collective, force que nous avons seulement vu poindre.

Le premier pas est de comprendre l'insignifiance des élections et la nature frauduleuse du parlementarisme, puis de nous engager dans l'organisation de luttes directes qui mettront fin à l'ouragan social qui nous menace.

Cependant, comme nous avons continuellement répété depuis le début de la crise, dans la situation actuelle il est plus facile de renverser le système que de modifier ses politiques. Notre perspective doit être la formulation d'une politique autonome de classe. Autonome du système politique bourgeois, de l'état et du capital, par la création d'une organisation révolutionnaire de classe dans le but de renverser le capitalisme et de créer une société collectiviste et autogérée.

Socialisme ou barbarie, il n'y pas d'autre voie.

Athènes, 29 août 2015

Des camarades internationalistes

#####

L'extrême « gauche » se démasque toujours plus Le gouvernement Syriza cogne la classe ouvrière

Les retraités attaqués par la police

Après toutes les manœuvres de Tsipras ainsi que celles soi-disant anti-austérité de la gauche du parti, les pensions qui ont déjà été coupées sont à nouveau amputées par une autre suppression de 15 et 30% pour respecter les termes du troisième protocole avec la Troïka de l'UE, du FMI et de la BCE. Tout cela pour obtenir de l'argent qui ne fera que re-

tourner directement aux créanciers grecs et ne servira en rien pour corriger l'économie grecque. Pas étonnant que les retraités soient descendus dans les rues en signe de protestation, ainsi il n'est peut-être pas surprenant que la police, pour la défense du régime Syriza, les ait attaqués avec des gourdins par les forces spéciales.

<http://www.iefimerida.gr/news/244568/ta-mat-htypisan-syntaxioyhoys-stin-poreia-gia-asfalistiko-eikones>

**Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org**

Luttes ouvrières.

Au moment où nous bouclons cette revue, même si la lutte des travailleurs reste en dessous de ce qu'elle devrait être en fonction des violentes attaques qu'ils subissent, ils s'affrontent toujours et partout dans le monde au Capital et ses représentants de tous les États bourgeois.

La Tunisie s'embrace à nouveau depuis le 17 janvier. La soi-disant révolution qui a réussi d'après la bourgeoisie française, n'a rien apporté aux chômeurs et aux travailleurs. Après le suicide d'un chômeur à Kasserine, la contestation sociale s'étend dans la rue : Grève générale à Enfidha le 8 février, à Chebika où des dizaines de chômeurs et d'ouvriers de chantiers ont bloqué la route nationale numéro 3, à Mekkassi, à Ksour (Kef)... Les dernières manifestations ont provoqué des dégâts, comme des saccages et des pillages dans un quartier populaire du Grand Tunis. Le couvre-feu nocturne a été déclaré. A Pour la Chine : Le China Labour Bulletin a recensé 2.774 grèves et protestations ouvrières en 2015, soit le double qu'en 2014 où 1.379 grèves et protestations ouvrières avaient été recensées.

Nous pourrions continuer de faire le recensement de toutes les luttes dans tout le pays. Nous en resterons là car la lutte ouvrière est toujours présente même pendant les guerres impérialistes alors que la classe est totalement battue et embrigadée derrière la nation. La lutte existe à plus forte raison dans une période comme aujourd'hui où la classe n'est pas embrigadée derrière la défense nationale. Ce qui est essentiel de constater c'est le faible niveau de lutte ici au cœur du capitalisme en Europe et aux USA, et les révoltes sans lendemain parfois dans les pays émergents.

Nous rendons compte ci-après d'une lutte en Turquie qui se réclame des conseils ouvriers.

Aurélien, le 11 février 2016

Luttes ouvrières en Turquie.

«Nous ne voulons pas de syndicats, nous avons mis sur pied des conseils ouvriers»

Les grèves en cours dans le secteur de l'automobile dans la ville de Bursa au nord-ouest de la Turquie soulèvent plusieurs questions importantes qui sont d'intérêt autant pour les communistes que pour les militants et les militantes du mouvement ouvrier en général.

Au moment d'écrire ces lignes (le 18 mai 2015), il y a quatre usines en grève : Renault, TOFAS (un partenariat avec FIAT), Coşkunuz et MAKO (deux sous-traitants de pièces automobiles). Il y a plus de quinze milles grévistes en cause. La grève a commencé à Renault à la relève du quart de nuit jeudi le 14 mai, alors que l'ensemble des 5000 salariés ont dressé des piquets de grève. Depuis, la grève s'est étendue aux trois autres usines et encore d'autres entreprises ont déclaré leur intention de rejoindre le mouvement dans les prochains jours.

L'ensemble des grévistes mettent en l'avant trois grandes revendications : la première est l'obtention du même contrat gagné par la menace d'une grève à Bosch au mois d'avril dernier assurant une augmentation de salaire de 60%. La seconde est l'exigence du retour au travail sans sanction de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses impliqués dans la lutte. La dernière est le retrait du syndicat Türk-Metal de toutes ces usines et le droit de choisir leurs propres entités représentantes.

La ville de Bursa est une des plus industrialisée en Turquie et est le principal centre de production automobile, qui est le principal secteur d'exportation du pays. On y retrouve aussi plusieurs autres secteurs industriels. Les travailleurs et les travailleuses des autres usines de la ville appuient la grève par des manifestations et on note des mouvements similaires dans les usines automobiles de la ville avoisinante de Izmit.

La période récente en a été une de grandes tensions dans l'industrie métallurgique turque, alors qu'une grande colère s'est exprimée, non seulement contre le syndicat principal, Türk-Metal, mais aussi contre le syndicat moins important, mais plus à « gauche » Birleşik Metal-İş. Türk-Metal est souvent qualifié de sangsue par les prolétaires et les événe-

ments à Bosch ont mené à la désaffiliation des ouvriers pour rejoindre Birleşik Metal. Ils y sont revenus depuis. Les démissions de Türk-Metal à Renault au début du mois de mai ont mené à une courte grève qui s'est terminée avec la réintégration de 16 travailleurs démis pour avoir quitté le syndicat.

Il y a aussi eu une grève nationale des métallurgistes au mois de janvier appelé par Birleşik Metal qui a été déclarée illégale par le gouvernement, puisque allant à l'encontre de « l'intérêt national ». Dès la deuxième journée de ce mouvement, le syndicat a ordonné le retour au travail, même si plusieurs salariés continuèrent la lutte.

Il y a deux choses à retenir de cette lutte. La première est la façon dont elle s'est étendue rapidement à travers le secteur et semble avoir mobilisé la classe ouvrière de la ville dans son ensemble. Plusieurs autres usines ont organisé des manifestations de solidarité. Les conjointes des grévistes ont manifesté et marché en direction des usines. De toute évidence, les prolétaires se renforcent en s'unissant dans la lutte. La rapidité avec laquelle cette lutte s'étend est alarmante à la fois pour les patrons et pour l'État. Le gouverneur local a tenté d'intervenir et la direction des usines Renault et TOFAS a mis fin à la production. La deuxième est le rejet complet du syndicat. Türk-Metal est le plus grand syndicat sectoriel en Turquie et fait partie de Türk-İş; la plus grande confédération syndicale du pays. Même selon les critères de sa confédération nationaliste de droite, Türk-Metal est un syndicat particulièrement répugnant avec une longue histoire d'assauts contre des travailleurs par son appareil. Les grévistes de Renault ont mis sur pied leur propre comité de grève et les travailleurs et les travailleuses des autres usines ont déclaré que le comité de Renault les représente toutes et tous. Cela indique non seulement la volonté de prendre en main leur propre lutte, mais aussi leur détermination de ne pas se laisser diviser usine par usine. Les prochains jours verront si cette unité peut être maintenue et si cette grève peut continuer à s'étendre.

D.Valerian, le 18 mai 2015

France

La situation du capitalisme français n'est pas différente de celles des autres pays, la crise économique s'approfondit avec la litanie régulière des fermetures d'usines ou les plans de licenciement avec pour conséquence l'augmentation du chômage.

La classe capitaliste n'a pas d'issue outre que guerrière et dans ce contexte semble craindre des explosions sociales et se prépare à cet effet.

Elle durcit les mesures de répression à tous les niveaux, et ce indépendamment du sketch pour relooker les lois d'exception en inscrivant l'État d'urgence dans la constitution, et la lutte contre le terrorisme avec la déchéance de nationalité. Au delà de cette bouffonnerie, cela veut bien dire ce que cela veut dire. Tous les médias et la classe politique s'engouffrent dans des discussions sans fin sur la déchéance de nationalité ce qui permet d'occulter ce qui se trame en arrière fond sur le durcissement des lois répressives.

L'État bourgeois soi-disant « démocrate » n'a plus à envier les dictatures et réprime toutes les grèves et toutes les luttes. Elle a saisi l'exemple des luttes à Air France pour montrer qu'elle ne permettrait aucun débordement, aucune violence venant du prolétariat alors que sa violence et la terreur qu'elle essaie d'instiller aux travailleurs est occultée.

C'est la raison pour laquelle nous publions, ci dessous, un tract diffusé par les travailleurs du Comité Interpro de Paris avec des commentaires en note des phrases qui posent problème. En effet, nous avons des critiques à y faire mais nous estimons que rendre compte des réactions ouvrières dans leurs luttes.

Aurélien

Tract du Comité Interpro Paris-Est **diffusé devant le tribunal de Bobigny (procès Air France, 2 décembre 2015)**

Inculpations des ouvriers d'Air France.

Intimidations, répression policière, tribunaux, état d'urgence : la bourgeoisie, par peur du prolétariat, se donne tous les moyens pour se prémunir d'une réaction d'ensemble des travailleurs.

En faisant donner sa police au petit matin du 12 octobre pour arrêter des militants ouvriers et syndicaux d'Air France, comme des mafieux et en en donnant la plus grande publicité médiatique, le gouvernement espère avoir fait une démonstration de force et décourager toute velléité de résistances aux attaques anti-ouvrières.

Il montre ainsi la peur qu'il a de voir tous les mécontentements, la rage et les frustrations accumulées lui exploser au visage. Si quelqu'un avait encore des doutes sur le fait que ce gouvernement ne fait que défendre les intérêts du capital, il trouvera dans l'attitude de Valls de quoi les effacer.

Tous les gouvernements européens prennent des mesures drastiques pour mener à bien ce qu'ils appellent des « réformes ». Le but est de faire payer au prolétariat la remise en cause de la hiérarchie mondiale des nations bourgeoises du fait de la montée en puissance de nouveaux concurrents (et qui revient à accroître l'exploitation de la classe ouvrière)⁵⁴. L'État français a étalé les attaques et doit maintenant rattraper son retard...

La classe ouvrière allemande a eu droit au programme Hartz4 du social-démocrate Schröder dès le début des années 2000 ; la classe ouvrière anglaise a subi les attaques de Blair dont Cameron est le digne rejeton, lui qui, encore tout récemment a inscrit des limites au droit de grève ; l'italien Renzi, social-démocrate a imposé le job acts et les conservateurs grecs et espagnols ont imposé des cures d'austérité draconiennes poursuivies aujourd'hui par Syriza en Grèce et demain par Podemos en Espagne. Partout, en plus des mesures économiques, une répression féroce s'abat sur les travailleurs et des lois liberticides restreignent le droit de manifestation, le droit de grève, tous ces éléments conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier international et toujours plus rognés et remis en cause.

Alors pourquoi le gouvernement Hollande-Valls ne remet-il pas en cause frontalement les 35 heures et les lois sur le temps de travail, préférant les grignoter à coup d'autorisations de travail du dimanche ou en donnant plus de latitude aux entreprises pour négocier le temps de travail et les salaires (volet flexibilité de la loi ANI) ? Jusqu'à présent, il a louvoyé, en créant des lois-fleuves incompréhensibles (la loi Macron) pour y enclôser précieusement des éléments-clés visant à détruire le Code du travail.

C'est que la bourgeoisie est toujours dans la hantise d'une résurgence de la lutte de classes. Comme le disait Sarkozy (interview au Monde en 2009) « les Français ont guillotiné le roi », « au nom d'une mesure symbolique, ils peuvent renverser le pays ». Et si la bourgeoisie a peur de son his-

toire passée, elle a en plus la haine féroce des révolutions ouvrières qui ont suivi (1848, La Commune...).

Oui, tous ces dirigeants, les patrons et leurs fidèles commis de l'État, tous partis confondus ont une trouille bleue de la colère ouvrière. Qu'une bousculade à la sortie d'un CCE occasionne les réactions que l'on a vues en dit long sur le degré d'inquiétude du pouvoir.

Depuis 20 ans, notre classe a accumulé défaite sur défaite, parce qu'elle ne connaît pas assez sa force, ni sa capacité à se mobiliser. Les centrales syndicales et les intersyndicales sont passées maîtresses dans l'art de noyer les luttes, de les fractionner, de les diriger vers des objectifs qui n'ont aucune chance de permettre la généralisation et l'unification des luttes, seul moyen de défendre nos intérêts et de battre en brèche ceux de la bourgeoisie et de son État. De manifestations promenades en « journées d'action » bidon, c'est un sentiment de découragement, de résignation qui a frappé la classe ouvrière.

En reprenant confiance dans nos capacités d'organisation, à la base, dans des comités de lutte, des assemblées générales souveraines, et surtout en élargissant les luttes à toutes les catégories d'une même entreprise, aux sous-traitants, aux entreprises du même secteur et des autres secteurs, nous arriverons à une mobilisation capable de faire reculer le pouvoir sur ses intentions de « réforme »⁵⁵ et sur la répression, comme celle qui frappe les salariés d'Air France après de nombreux autres exemples : Continental, Goodyear, procès en Gironde en octobre, 14 militants CGT convoqués au commissariat à Toulon le 6 novembre, aspersion de lacrymogènes sur les infirmier(e)s en manifestation le 22 octobre...

Avec l'état d'urgence, c'est la liberté de manifester, de se réunir qui sont condamnées, c'est la possibilité de perquisitionner n'importe qui n'importe où y compris sur les lieux de travail (branche cargo d'Air France le 18/11).

Organisons-nous contre la répression du mouvement ouvrier, et pour l'arrêt de toutes poursuites et sanctions contre

⁵⁵ Non, c'est une illusion radical-refomiste. Tout ce que les camarades disent est nécessaire : comités, lutte d'en bas etc... Mais dans une époque de crise aiguë du capitalisme, de crise structurelle, une lutte vraiment de masse, qui concerne la classe prolétarienne en masse, l'enjeu n'est pas faire reculer les attaques "économiques" de la bourgeoisie, mais de renverser son pouvoir. La bourgeoisie n'acceptera jamais de concéder quelque chose. Il faut avoir le courage de le dire. Toute autre illusion qui tenterait de faire croire à des victoires illusoire, permettrait de détourner la lutte en attendant de la suffoquer dès son reflux à l'instar du Front Populaire. Cela ne signifie pas, ça va sans dire, qu'il ne faut pas lutter: bien au contraire, mais en ayant bien clair que la lutte pour se défendre contre les attaques doit être immédiatement une lutte politique, car il y a l'affrontement de deux intérêts irréconciliables. Bien évidemment, pour les communistes, les luttes "économiques" ne sont pas le but final, mais "seulement" un moyen pour développer la conscience révolutionnaire, et dans les époques de crise cela est encore plus vrai.

⁵⁴ Phrase ambiguë; l'attaque à la classe ouvrière est le produit de la crise, laquelle, évidemment, accroît les rapports entre les impérialismes ennemis. Le premier but est celui d'exploiter toujours plus la force de travail et non pas de remettre en cause la hiérarchie des nations, qui sont toutes bourgeoises.

les travailleurs d'Air France et tous ceux poursuivis pour avoir lutté !

Tous ensemble, obtenons la réintégration de tous les travailleurs licenciés pour faits de grève ou de révolte ouvrière. !

Face à l'ignominie du patronat, il faut que la colère du monde du travail s'exprime en masse pour couper enfin le mal à la racine : cela ne passera évidemment pas par de simples bouts de papier dans les urnes de la mystification « démocratique » du « suffrage universel » et encore moins avec des fleurs.

Seule une mobilisation massive, interprofessionnelle, inter-boîtes, avec des manifestations communes, une organisation qui nous soit propre, des réseaux de discussion et de communications entre boîtes en grèves, comités de luttés, initiatives dans les quartiers nous rendra forts.

Pour cela, pour nous organiser, le droit de nous réunir, la liberté de manifester, de nous exprimer est aussi indispensable que l'air qu'on respire ! Si l'on ne veut pas se laisser laminer et réprimer, il faudra en découdre !

Aucun soutien à l'État, qui nous entraîne dans ses barbaries guerrières et nous licencie !

Levée de l'état d'urgence !

POUR EN DISCUTER ET ORGANISER LA RIPOSTE :
REUNION OUVERTE MERCREDI 2 DECEMBRE A 18 HEURES 30

BOURSE DU TRAVAIL, 2, rue du Château d'Eau (10°)-
SALLE LOUISE MICHEL

METRO REPUBLIQUE

**Comité interprofessionnel Paris-Est,
24 novembre 2015**

La déclaration qui suit provient de conscrits grecs de 50 unités des Forces armées. Elle rattache toutes les horreurs actuelles subies par les travailleurs du monde entier, à une seule cause : la crise actuelle du système capitaliste. Dans cette crise – accumulation de vies sacrifiées, perdues et ruinées –, tous les travailleurs, quel que soit leur état, ont une cause et un intérêt communs.

*Le document provient de « Diktyo Spartakos » (Δίκτυο Σπάρτακος / « Spartacus Net »), formation de gauche à l'intérieur de l'armée grecque, principalement composée du Courant de la Nouvelle Gauche (NAP), mais elle trouve un écho plus large parmi les 'gauchistes' et les anarchistes. **Le point le plus important est son contenu : le « défaitisme révolutionnaire », clairement internationaliste.** Ces conscrits en ont plus qu'assez de toutes les sales actions qu'on exige d'eux. Ils ont eu le courage d'élever la voix non seulement contre ce « sale boulot », mais contre le système d'exploitation dans son ensemble, ce qui exige une réplique des travailleurs du monde entier (1) ... --*

Tendance communiste-internationaliste

Traduction depuis l'italien par la Communist Workers Organisation, 26 octobre 2015, et en français par MP pour l'Organisation Communiste Libertaire

Manifeste internationaliste de conscrits grecs : « Nous ne participerons pas à la guerre contre les migrants »

Point de presse du 19 octobre 2015 : « ... Chairs déchirées par les barbelés, enfants noyés sur les plages, personnes affamées dans les rues et les squares, foules de gens qui mendient pour leurs papiers... ».

Avant qu'elles ne fassent les gros titres de la presse écrite et des journaux télévisés, beaucoup d'entre nous ont vu et vécu ces scènes honteuses sur le fleuve Evros et dans les îles, où nous avons été envoyés pour faire cet absurde service militaire obligatoire à la fois comme travailleurs esclaves et chair à canon.

Ces scènes nous ont choqués et sont le sujet de toutes nos discussions. Mais nous ne voulons pas qu'elles deviennent de la routine. De même que nous ne nous sommes pas habitués et n'avons pas accepté les mémorandums de la Troïka, ainsi que toutes les politiques antipopulaires, les interventions impérialistes et leurs sales guerres, nous n'accepterons pas et ne nous habituerons pas au sort terrible des réfugiés. C'est également le sort terrible de notre peuple, de notre propre monde, le monde du travail quel que soient la nationalité, la religion et le genre !

La prétendue "montée des flux migratoires" signifie, en réalité, exil, fuite devant la guerre et déplacements forcés. Ce n'est pas un phénomène 'naturel'. Les responsables, ils existent. C'est la crise capitaliste, la leur. Pour la surmonter, ils abolissent nos droits, nous conduisent à la famine, à l'indigence, au chômage, faisant de la migration une nécessité. Les responsables sont les États-Unis, l'OTAN, l'UE, la Chine et la Russie. Ils imposent leurs intérêts économiques en utilisant la terreur et la mort, en maintenant et en ressuscitant de nouveaux alliés et ennemis, qui alimentent l'intégrisme religieux. Ce sont aussi les puissances impérialistes régionales (Turquie, Israël, Grèce, gouvernements arabes) qui exacerbent les antagonismes dans la région.

Ce sont eux qui parlent de la déliquescence des États et de peuples inférieurs ! Ce sont eux qui traitent les gens comme des déchets et mènent des opérations de ratissage ! Ce sont eux qui transforment des régions entières en décharges humaines et en entrepôts pour l'exploitation la plus brutale ! Il n'y a qu'un seul ennemi de la bourgeoisie et de ses gouvernements : les travailleurs, qu'ils se battent pour leurs droits ou se déplacent sans papiers, même si ce sont les in-

terventions militaires capitalistes qui ont conduit à leur déracinement. Mais même là, les réfugiés ne décident pas où ils vont : les flux migratoires sont canalisés vers les camps de concentration des temps modernes, les 'hot spots' ('points chauds') (2) pour sélectionner les travailleurs qui seront exploités ! Bien sûr, quand ils ne seront plus nécessaires ou quand ils relèveront la tête, on pourra, sous bonne escorte, se débarrasser d'eux...

L'État grec et l'armée font partie du problème et non de sa solution. Le gouvernement SYRIZA-ANEL poursuit sa « *Guerre contre le Terrorisme* », participe aux projets impérialistes, combat les « *menaces asymétriques* » (immigrés, mouvements sociaux...), en jouant sur la fausse distinction entre les 'bons réfugiés de guerre' et les 'mauvais' migrants économiques. Les Forces armées nous appellent, nous, les soldats enrôlés aux côtés des mercenaires professionnels et des gradés, à faire la guerre contre « *l'ennemi intérieur* », comme lors des récentes manœuvres Parménion-2015 (3) ! Dans ce cycle de mort-exploitation-oppression, les 'pays ennemis' Grèce et Turquie patrouillent conjointement dans la mer Égée, et savent naviguer de conserve ! En outre, la ligne de front de l'Union commence à Gibraltar et se termine dans la mer Égée, Frontex (4) jouant un rôle décisif.

Un sous-marin grec va faire partie de la flotte européenne opérant dans les eaux territoriales libyennes. À la 16e Division sur l'Evros, nous sommes en état d'alerte contre les migrants en provenance d'Adrianopolis [Edirne en turc]. On nous a ordonné de faire des exercices de répression des foules, comme lorsque dans l'île de Kos après les événements dramatiques de Kalymnos : le gouverneur a déclaré la loi martiale et demandé l'aide de l'armée contre les migrants affamés-assoiffés-emprisonnés. Nous montons la garde et surveillons cette meurtrière clôture de barbelés qui est la vraie raison de toutes les noyades dans la mer Égée.

Nous ne combattons pas, nous ne réprimerons pas, nous ne traquerons pas les migrants !

Nous, soldats en lutte, sommes contre tout cela !

Contre leurs crimes passés et présents,

Nous appelons à un mouvement de masse, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée :

Afin de bloquer par tous les moyens Frontex, l'OTAN, l'armée européenne, tant que les actions des Forces armées au milieu de ce massacre continueront. Nous ne participerons pas à des patrouilles procédant à des arrestations.

Afin d'aider à démolir les clôtures de barbelés et non à en créer de nouvelles. Qu'aucun soldat ne monte sur des navires pour des missions internationales.

Les navires, sous-marins et avions doivent retourner à leurs bases ! Aucune participation à leur ravitaillement !

Nous refusons de convertir l'armée grecque en appareil répressif, que ce soit contre les migrants ou les mouvements sociaux. Nous n'accepterons pas le replâtrage des structures sociales avec du 'travail bénévole'. Pour nous, la 'menace asymétrique', c'est la guerre qu'ont lancée contre nous les gouvernements ainsi que les intérêts qu'ils soutiennent.

Nous demandons à nos collègues de manifester non seulement pitié et compassion, mais de prendre en considération nos intérêts de classe communs. Ce sont les mêmes institutions bourgeoises, les mêmes politiques bourgeoises, les mêmes gouvernements bourgeois qui détruisent jusqu'à nos rêves.

Ce que vivent aujourd'hui les réfugiés, les persécutions constantes de la part de mécanismes totalitaires de toute

sorte, leur lutte pour la dignité et la survie, leur tragique présent, tout cela est vécu par beaucoup d'entre nous comme un cauchemar, le cauchemar d'un présent et d'un futur que nous ne devrions pas subir : c'est l'État du totalitarisme parlementaire collaborant avec les nazis d'Aube dorée.

Nous avons conscience que les prochaines révoltes verront ceux d'en bas ou bien s'unir ensemble ou bien entrer en conflit les uns avec les autres.

Aujourd'hui, il n'existe pas de meilleure forme de solidarité concrète et de plus grand service à rendre à nous-mêmes que de prendre le problème à sa racine.

Nous faisons partie d'un mouvement ouvrier et anti-guerre moderne qui ne peut exister que dans une perspective de classe, anticapitaliste et internationaliste.

Résistance, rupture et rejet total du gouvernement, de ses mécanismes impérialistes, et du monde bourgeois de l'oppression.

Réseau des soldats libres "Spartakos"

Commission de solidarité active

Signé par les conscrits de 50 unités

17 novembre, 2015

Nota bene. – Les notes informatives ci-après ont été fournies par une Tendance internationaliste de Grèce.

(1) Cela signifie non seulement faire le sale boulot de l'UE (Union Européenne) pour se protéger des migrants mais aussi d'attaquer les travailleurs grecs. Selon la source suivante, les conscrits du 523e bataillon d'infanterie ont été mobilisés pour se joindre à un exercice militaire secret à Kozani mercredi le 14 octobre 2015, au côté des soldats professionnels pour «récupérer l'usine abandonnée AEVAL (qui sert à fabriquer de l'engrais industriel)», «reprise aux fauteurs de troubles» (dixit le commandant adjoint du camp). Les prétendus «fauteurs de troubles» n'avaient, en fait, occupé que leur propre usine en faillite dans une tentative désespérée de la conserver et donc leur emploi ou d'empêcher les patrons de vendre les actifs. En bref, l'armée effectuait la défense des rapports de propriété capitalistes contre la classe ouvrière. Rien de nouveau donc que le gouvernement capitaliste de gauche utilise l'arme ultime de la force pour défendre le droit de propriété. Cette intervention contre la classe ouvrière n'est pas nouvelle ; il y a beaucoup d'exemples en ce sens dès 2008 et 2011 : voir, par exemple.

(2) Le premier de ces centres d'enregistrement de réfugiés 'hot spot' a été établi sur l'île de Lesbos/Mytilène il y a seulement quelques jours. Les réfugiés font la queue ici probablement pendant des jours pour donner leurs empreintes comme des criminels avant d'obtenir une audience préliminaire d'asile qui déterminera s'ils peuvent être enregistrés pour rentrer dans l'UE.

(3) L'exercice d'entraînement de l'armée 'Parménion' a lieu chaque année, mais cette année il était notoire que l'UE paie la Grèce pour préserver et défendre la frontière avec la Turquie le long du fleuve Evros (cf. début du document des soldats). Tsipras, en tenue de l'Armée de l'air, a assisté à l'exercice de cette année au cours de laquelle il a déclaré que « les frontières de la Grèce étaient sécurisées ». Plusieurs réfugiés (7 sont recensés par Human Rights Watch) ont été abattus ces derniers jours par la police des frontières.

(4) Frontex est l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. En bref, il s'agit d'une police des frontières de l'Union.

La contribution allemande au génocide des Arméniens

«*Qui se souvient encore aujourd'hui de l'extermination des Arméniens?*» s'interrogeait Hitler quelques jours avant l'invasion allemande de la Pologne au cours d'une conférence, où il annonçait, notamment, des mesures drastiques contre la population civile à l'aide des unités SS tête de mort. Une citation remarquable, qui montre que le génocide arménien était largement connu à l'époque et pour des nationalistes fanatiques comme Hitler il a servi de modèle.

Néanmoins, les événements d'il y a un siècle se voient parfois niés, ou au moins discutés de façon très controversée. Les faits historiques sur le sujet continuent toujours à être l'objet de dénégations en Turquie, les livres d'histoire continuent à être falsifiés et quiconque, un journaliste par exemple, se contente de juste mentionner le génocide en court de sévères représailles. Très souvent, rien même n'est évoqué, parce que la presse libérale bétonne chaque jour le déni de l'histoire.

En Allemagne, pourtant, il n'y a pas de négation en soi du génocide arménien, mais un silence bien partagé sur le rôle des militaires allemands – pour de bonnes raisons, comme nous le verrons. De façon générale, domine ici une tendance à faire du génocide arménien comme de la Shoah un 'épisode déplorable de l'histoire'.

C'est Stéphane Courtois qui a fortement popularisé ce détournement des faits, en alignant, délibérément «au petit bonheur», les souffrances humaines, et cela dès l'introduction du Livre noir du communisme :

*L'Empire ottoman se livra en effet au génocide des Arméniens et l'Allemagne à celui des Juifs et des Tsiganes. L'Italie de Mussolini massacra les Éthiopiens. Les Tchèques ont du mal à admettre que leur comportement à l'égard des Allemands des Sudètes en 1945-1946 ne fut pas au-dessus de tout soupçon..*⁵⁶.

Au lieu de souligner l'interconnexion entre le génocide des Juifs et celui des Arméniens ou même de parler de la participation allemande au génocide, on peut sur cette base continuer à placer le «signe égal» sur «toutes les catastrophes de l'humanité».

L'Allemagne et le génocide de 1915.

En janvier 1916, Karl Liebknecht interpellait le Reichstag : «*Dans l'Empire turc allié, la population arménienne a été chassée par centaines de milliers de ses maisons et massacrée*», et demandait à être informé sur les conséquences de cette situation.

Et voici la réponse du Dr. Von Stumm, responsable de la Section politique du Ministère des affaires étrangères et Envoyé plénipotentiaire du Kaiser :

⁵⁶ Stéphane Courtois et alii, Le Livre Noir du communisme. Crimes, terreur, répression, Laffont, Paris, 1997, p. 11.

*Le Chancelier du Reich a eu connaissance que la Sublime Porte, confrontée il y a quelque temps à des tentatives d'insurrection suscitées par nos ennemis, a évacuée la population arménienne de certaines contrées de l'Empire turc et lui a assignée d'autres lieux d'habitation. En raison de certaines répercussions de telles mesures, un échange de vues a eu lieu entre les gouvernements allemand et turc. De plus amples détails ne peuvent être divulgués.*⁵⁷

Au cours de la première guerre mondiale, la Turquie et l'Allemagne étaient alliées. Au moment du génocide, beaucoup d'Allemands séjournaient en Turquie; ils furent témoins oculaires ou rapportèrent les déclarations de témoins. Ils en furent aussi les acteurs. En voici quelques exemples. Les plans d'expulsion pour les Arméniens provenaient du baron Colmar von der Goltz, qui travaillait depuis 1883 comme instructeur et organisateur militaire dans l'Empire ottoman, où il avait rang de maréchal turc seulement connu sous le nom de «Golz Pacha».

Le journaliste allemand Paul Rohrbach avait dès 1913 suggéré la déportation des Arméniens pour trouver une «solution» à la «question arménienne».

En 1913, sous le commandement du général Liman, débarquèrent à Istanbul quelque 800 officiers allemands pour mettre militairement à niveau leur futur allié. Certains d'entre eux ont participé à la planification et à la réalisation des déportations.

Le général allemand Fritz Bronsart von Schellendorf, chef d'état-major général de l'armée de terre ottomane à Istanbul, a justifié, même après la guerre, son activité criminelle contre les Arméniens, écrivant en 1919 :

L'Arménien est comme le Juif, hors de son pays c'est un parasite : il 'suce' la santé de son pays de résidence. D'où cette haine quasi médiévale contre eux, peuple indésirable. Elle s'est achevée par leur assassinat.

Les Jeunes-Turcs.

La révolution jeune-turque de 1908 entraîna l'abdication d'Abdulhamid II et restreignit fortement les droits et pouvoirs du sultanat, sans l'abolir formellement. Sous Abdulhamid, la population arménienne avait enduré les pires pogroms. Des milliers d'Arméniens avaient été assassinés entre 1894 et 1896. À cette époque, l'Empire ottoman reposait en grande partie sur la paysannerie et une énorme armée. Le prolétariat était très réduit, mais il mena, à la faveur de la «révolution», ses premières grandes grèves. La «révolution» était, cependant, largement portée par des groupes d'officiers. Sur le plan politique, le «Comité Union

⁵⁷ Alsan, F., Bozay, K., u.a.: Die Grauen Wölfe heulen wieder, Münster, 1997, p. 30.

et Progrès» (CUP) (İttihat ve Terakki cemiyet), fondé dans les années 1890, y avait participé. Le mécontentement et l'opposition des Jeunes-Turcs à Abdulhamid découlaient surtout des défaites militaires, des pertes territoriales, notamment dans les Balkans, mais aussi face à la Russie. L'Empire ottoman avait fait faillite en 1875. La guerre russo-turque de 1877 et 1878 entraîna des pertes territoriales en Arménie et dans les Balkans. Avec la désintégration de l'Empire et l'effondrement économique, la dépendance extérieure, notamment avec l'Allemagne, avait augmenté. En janvier 1909, le CUP l'emporta sur les autres partis de l'opposition à la suite de lourdes défaites dans la guerre des Balkans⁵⁸. Par la vertu du coup d'état, le CUP s'empara de tout le pouvoir [le 23 janvier 1913]. Talaat⁵⁹ devint ministre de l'Intérieur, Enver ministre de la Guerre, et Djemal⁶⁰ ministre de la Marine. Tous trois formèrent un triumvirat et se maintinrent jusqu'en 1918 au plus haut sommet de l'État.

L'entrée en guerre au côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie fut pratiquement l'œuvre du triumvirat, car la base de sa domination sur une population, qui de toute façon lui était à peine acquise, continuait à se rétrécir en raison de famines. La population chrétienne de l'Empire ottoman n'avait de toute façon rien à gagner, si ce n'est persécutions et massacres.

Les espoirs initiaux qu'ils avaient placés dans la révolution jeune-turque s'étaient rapidement évanouis avec les pogroms qui s'étaient déchaînés bien avant 1915⁶¹.

Le panturquisme s'imposa toujours plus dans le Comité Union et Progrès face à l'osmanisme traditionnel, qui faisait de l'islam la religion dominante de l'Empire ottoman, tandis que les autres religions subissaient des représailles

58 Il y eut cependant en avril 1909 une «contre-révolution» orchestrée par les religieux et des partisans de l'ancien sultan Abdulhamid. Le CUP ne réussit à se maintenir au pouvoir qu'en faisant appel à l'armée de Salonique, alors turque. Les principaux responsables contre-révolutionnaires furent pendus sur les places publiques. L'opposition fut éliminée. [Note du traducteur Ph. B.]

59 Mehmet Talaat Pacha (1874-1921). Leader du mouvement Jeunes-Turcs il fut aussi le premier Grand-Maître de la franc-maçonnerie turque. En 1915, il donna l'ordre de «tuer tous les hommes, femmes et enfants arméniens sans exception». Les Arméniens l'appellent aujourd'hui le «Hitler turc». Condamné à mort par un tribunal d'Istanbul, il s'était réfugié à Berlin. Le 15 mars 1921, il fut revolvérisé dans la rue par Soghomon Tehlirian, rescapé arménien du génocide, membre de l'opération Némésis («Vengeance»), qui jugé sera acquitté. Les cendres de Talaat, enterré à Berlin, furent transférées en 1943 à Istanbul. L'État turc l'a complètement «blanchi», allant jusqu'à publier ses Mémoires de guerre posthumes, et lui a dédié un mausolée à Istanbul. Un des principaux boulevards d'Ankara, un boulevard d'Izmir et une avenue à Edirne portent toujours son nom. [Note Ph. B.]

60 Ahmed Djemal Pacha (1878-1922) reçut le surnom de Djemal Pacha le Boucher (en arabe : Al Saffâh) dans l'ensemble du Proche et Moyen-Orient arabe, pour sa cruauté et son rôle dans les génocides arménien, araméen et grec-pontique. Il fut assassiné à Tbilissi (Géorgie) en juillet 1922. [Note Ph. B.]

61 Du 14 au 27 avril 1909, pendant la période de Pâques, se déroulèrent les massacres de la Cilicie arménienne, principalement dans le vilayet d'Adana, qui firent près de trente mille victimes. On compte plus de cent mille Arméniens sans-abris et 7 903 orphelins recensés. Les bandes de miliciens turcs, dignes émules des Cent-Noirs tsaristes, furent appuyées militairement par des troupes venues d'Istanbul [Note Ph. B.]

comme par exemple un impôt extraordinaire. Les non-musulmans furent dispensés du service militaire peu de temps avant le génocide de 1915 et écartés des postes clés de l'appareil d'État. Ainsi, ils restèrent très isolés et dans la mesure où ils n'avaient ni armes ni organisation pour se défendre, ils furent livrés sans défense aux pogroms.

Le panturquisme différait de l'osmanisme en ce qu'il liait hégémonie de l'islam et la nation. Le mal, toute la misère et la défaite, c'était la faute des chrétiens : les Grecs, les Arméniens, les Araméens ou Assyro-Chaldéens. La 'turquicité' devrait se perpétuer aussi loin que la Chine.

Enver Pacha faisait remarquer en juillet 1915 au chef de la Mission allemande d'Orient, le Dr Lepsius⁶² :

*Songez que les Turcs sont au nombre de 40 millions. Une fois qu'ils auront été rassemblés dans un unique empire, nous compterons en Asie autant que l'Allemagne en Europe*⁶³.

Dans l'Empire ottoman, vivaient alors environ 15 millions de Turcs ou musulmans⁶⁴. Pour unifier cet empire, il fallait «extirper» la souche arménienne, parce qu'ils constituaient un obstacle stratégique à ce projet d'expansion nationaliste. Certes, les pogroms contre les chrétiens dans l'Empire ottoman n'étaient pas rares, mais l'année 1915 dépassa tout ce qu'on avait vu auparavant : dès 1914, en Anatolie occidentale, les premiers pogroms se déchaînaient, surtout contre les Grecs. Ces pogroms furent en grande partie l'œuvre des unités spéciales rattachées au ministère de la guerre, les Teskalit i Mahsusa. En 1916, rien que dans cette région, 500.000 personnes environ furent assassinées, des dizaines de milliers expulsées. Le «succès» remporté en Anatolie occidentale encouragea les tueurs de la classe dirigeante à perpétrer également un génocide sur les Arméniens. L'entrée en guerre signifiait que l'on pouvait «tranquillement» tuer des êtres humains. Enfin, on ne devait épargner personne et toutes les victimes devaient être considérées comme des victimes de guerre.

62 Johannes Lepsius (1858-1926), théologien protestant, orientaliste et humaniste allemand, publia un important travail historique sur le génocide arménien qui l'amena à témoigner en 1921 au procès de Soghomon Tehlirian (cf. infra). Voir aussi (en français), le Rapport secret du Dr Johannes Lepsius sur les massacres d'Arménie : imprescriptible.fr [note, Ph. B.]

63 Eberhard Seidel-Pielen, *Unsere Türken*, Berlin, 1995, p.51.

64 Selon les statistiques de 1914, la population totale de l'Empire ottoman s'élevait alors à 18.520.016 habitants. Parmi eux, environ 1,5 million d'Arméniens (chiffre sous-évalué) et 1,8 million de Grecs. [Note Ph. B.]

En premier lieu, Enver Pacha⁶⁵ donna le 25 février 1915 l'ordre de désarmer les soldats arméniens qui furent regroupés en bataillons de travail. Dans ces bataillons de travail beaucoup périrent ou subirent des exécutions de masse. Le 24 avril, ce sont 600 intellectuels arméniens d'Istanbul qui sont déportés et assassinés. Alors pouvait débiter la «déportation» proprement dite. Tout d'abord, ce sont les hommes provenant de villages qui ont été emmenés, puis ce fut le tour des femmes et des enfants. En général ils ne pouvaient rien emporter. Ils furent regroupés en longues colonnes pour des marches sans fin, au terme desquelles presque toujours c'est la mort qui était au rendez-vous. Turcs, Kurdes, Circassiens, tous ceux qui les croisaient lors de ce périple, les attaquaient, violaient et tuaient. D'autres ont essayé de leur porter secours, ce qui pouvait se traduire pour eux par l'application de la peine de mort. Ces «longues marches» ont pris fin dans le désert syrien ou irakien, où la maladie, la faim et la soif anéantissaient tout être humain.

Dans la gorge de Kemach, près de la ville d'Erzurum, où l'Euphrate entaille profondément les montagnes, les hommes ont été attachés ensemble par groupes de cinq et précipités vers le bas⁶⁶. Au printemps, la débâcle a charrié leurs cadavres dans la plaine où ils furent la proie des pitoyables mâtins de village, toujours affamés.

À Trébizonde, seule une partie des Arméniens fut déportée. Le reste a été noyé, en même temps que quelques Grecs. Ils ont été chargés sur des bateaux et emmenés au large. Là, les bateaux ont tout simplement été coulés⁶⁷. Les terres, les

65 Ismaïl Enver Pacha (1881-1922) vivait à Berlin depuis l'automne 1918. En 1908, il fut l'un de trois chefs du prétendu mouvement des Jeunes-Turcs qui se rebella contre le sultan Abdul Hamid et marcha sur Constantinople. Gouverneur de Benghazi (Libye) en 1912, il dirigea le coup d'État du 23 janvier 1913 organisé par le Comité Union et Progrès, qui donnait tout le pouvoir aux Jeunes-Turcs. La défaite ottomane – et par conséquent la chute de l'administration des Jeunes-Turcs en octobre 1918 – provoqua quelques semaines plus tard l'exil d'Enver à Berlin, accusé d'être l'un des principaux responsables du génocide arménien. À Berlin, il rencontra Karl Radek. Le «camarade Thomas», un agent kominternien de Radek, fournit à Enver un avion qui le transporta à la fin de 1919 de Berlin à Moscou, dans le but de renverser Mustafa Kemal installé à la tête du gouvernement provisoire d'Ankara. Les bolcheviks russes en fin de compte choisirent ce qui leur semblait le « bon cheval » : Mustafa Kemal. Enver, qui n'avait jamais été inquiété par l'État russe pour ses prouesses génocidaires, dut s'enfuir en Asie centrale où il contracta des alliances avec les Blancs. Ce qui lui coûta la vie prématurément. (Note, Ph. B.)

66 L'ambassadeur des USA en Turquie, Henry Morgenthau, déclara qu'à la Gorge de Kemach «des centaines d'enfants furent passés à la baïonnette par les Turcs et jetés dans l'Euphrate» (note Ph. B.).

67 La «technique» de Trébizonde fut réactualisée par Mustafa Kemal, en 1921, lorsqu'il eut décidé de liquider les chefs communistes turcs. Le chef du PCT Mustafa Suphi et d'autres militants du Parti à Bakou avaient décidé de revenir en Turquie, qui était encore alliée de la Russie bolchevique. Mustafa Kemal n'avait aucune intention de permettre l'arrivée de communistes, liés à une Russie, proche de l'Arménie. C'est dans le même port de Trébizonde que Mustafa Suphi et les 14 militants qui l'accompagnaient furent massacrés le 28 janvier pour être ensuite jetés dans la mer Noire. Voir l'étude de Loren Goldner : "Socialism in One Country" Before Stalin, and the Origins of Reactionary "Anti-Imperialism": The case of Turkey 1917-1925 : left-dis.nl/uk/turkcom.pdf [Note Ph. B.]

animaux, les maisons, les boutiques et les biens restants passèrent dans les mains des voisins et des notables musulmans»⁶⁸.

Le nombre de victimes du génocide s'élève probablement à 1,5, peut-être même à 2 millions de personnes. Les assassins s'éclipsèrent lors des procès d'Istanbul immédiatement après la guerre. Le montage des procès s'était fait «sous la pression» britannique.

Dans ce contexte, l'Allemagne s'est distinguée en accueillant les meurtriers recherchés. Par exemple, Talaat Pacha, qui vivait en 1921 à Berlin, en citoyen estimé. Il fut plus tard abattu par l'étudiant arménien Salomon Teilirian dont la famille avait été victime du génocide.

Mythes kémalistes et intérêts impérialistes

Mais les Puissances de l'Entente n'avaient aucun véritable intérêt à instruire le génocide. Pour les impérialistes britanniques, il s'agissait juste de prendre la plus grande part du gâteau à l'occasion de l'effondrement de l'Empire ottoman. Pour cela, ils avaient besoin de légitimation. Il en fut de même avec les autres États impérialistes. Leurs intérêts impérialistes déléstaient les possédants turcs du fardeau du génocide. Plus tard, avec la proclamation de la République turque en 1923, il ne fut plus question de génocide. Les puissances victorieuses étaient surtout intéressées par une Turquie forte, «rempart contre le communisme». Mais la «lutte de libération» après la guerre mondiale contre les forces d'occupation, menées sous la direction d'Atatürk, s'appuyait précisément sur une fraction importante des unités Teskilat-i Mahusa qui avait co-organisé de manière décisive le génocide. Atatürk lui-même prit soin de les sortir de prison (à supposer qu'ils y soient détenus). Beaucoup de ceux qui s'étaient emparés des possessions arméniennes, appréhendaient le retour des survivants. Voilà pourquoi ils soutinrent avec la plus grande véhémence Atatürk et sa «lutte de libération».

La classe dirigeante turque est extrêmement sensible aux accusations se rapportant au génocide, parce qu'elle fait précisément reposer sa domination sur le mythe de la «lutte de libération». Pour résoudre le génocide appelé Atatürk et sa République, qui est basé sur l'expulsion et l'extermination des autres groupes ethniques, à la question et le kémalisme, la lutte prévaut dans une grande partie de la gauche turque. Comme il a déjà été mentionné, l'historiographie turque ne reconnaît pas le génocide arménien. Écrivains et publicistes turcs recourent dans leur écrasante majorité à différentes «ficelles» argumentaires.

L'argument courant est le suivant : c'était la guerre et il y a eu des morts des deux côtés.

D'autres prétendent que les Arméniens ont été déportés parce qu'ils avaient collaboré pendant la guerre avec la Russie. D'autres encore font le calcul du nombre de Turcs tués sur différents fronts tués et comparent les chiffres. La fable la plus largement usitée est celle qui transforme les victimes en coupables.

68 Aslan, F., Bozay K. u.a.: Die Grauen Wölfe heulen wieder, Münster 1997, p. 32

Ces dernières années, sur la scène diplomatique, lors des débats qui ont surgi sur le génocide arménien il s'est agi moins de reconnaissance du génocide que de l'obtention de gains politiques territoriaux pour chacun des États nationaux concurrents. Dans ce jeu de cynisme de puissance, les représentants des classes dominantes cherchent à interpréter et à exploiter les événements d'il y a un siècle à l'aune de leurs propres intérêts impérialistes.

Le génocide arménien est le résultat de la montée en puissance du nationalisme, une caractéristique de l'époque de l'impérialisme. C'est seulement lorsque la domination de l'impérialisme mondial aura été brisée, que la dictature du

capital aura finalement été abolie, que droit et justice seront rendus aux victimes de ce meurtre de masse.

5 mai 2015

Groupe des Socialistes Internationalistes (Berlin)
Gruppe Internationaler SozialistInnen

Vie du Parti

Début décembre, s'est tenu l'Assemblée Générale des militants du PCInt

De nombreux sujets de discussion ont été abordés durant les deux jours.

Le premier jour a été essentiellement dédié aux questions technico-organisationnelles. L'organisation d'un groupe de traducteurs de différentes langues vers l'italien et le rapport de nos délégués au bureau central de la Tendance Communiste Internationaliste ont renvoyé l'image d'une organisation internationale qui se consolide au sein d'un processus de maturation et de confrontation avec des éléments qui depuis peu sont en train de se rapprocher (cf. les camarades internationalistes de Grèce) et d'un nombre croissant d'articles et de textes de haute qualité qui proviennent des différentes sections nationales et qui méritent d'être traduits que ce soit pour circuler en interne, sur le site, ou dans la presse périodique.

Par contre et malheureusement, nous avons dû constater les difficultés économiques croissantes que rencontre notre presse, en particulier **Battaglia Comunista**, qui devra être réorganisée pour faire face aux nouvelles exigences de la propagande dans une époque dominée par les nouveaux moyens de communication et une nouvelle approche, surtout pour les nouvelles générations, à l'égard du papier imprimé.

Une grande attention a été portée au processus de formation politique, en particulier des nouveaux jeunes camarades qui se rapprochent de nous et qui ont besoin de positions de base sérieuses. Pour cela, a été décidé que la référence fondamentale de la formation politique pour 2016, qui se tiendra avec des réunions bi-hebdomadaires, se fera avec le livre "**Contro venti e maree**" [Contre vents et marées] édité pour les 70 ans de vie du parti.

La seconde journée a été dédiée principalement aux questions politiques de la phase actuelle de la crise et à un début de travail sur le thème du "léninisme aujourd'hui".

En ce qui concerne la crise, la soi-disant reprise et la guerre, a été souligné comment la guerre en cours est, dans les faits, une petite guerre mondiale menée en apparence contre l'ISIS [l'État Islamique] mais qui en fait voit les brigands impérialistes se ranger les uns contre les autres dans une dynamique qui voit s'esquisser ce qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourrait devenir deux pôles impérialistes opposés, d'un côté la Chine, la Russie, l'Iran et de l'autre les États-Unis, les Émirats Arabes, le Japon et une partie de l'Europe (qui est aussi dépendante en énergie de la Russie). Les rapports et les dynamiques sont extrêmement complexes. Pourtant la guerre se confirme comme la réponse extrême du capital à ses crises qu'il réussit à dépasser seulement au prix de destructions et de dévaluations massives de capital constant et variable. La reprise elle-même qui semble apparaître aux États-Unis en est une démonstration : on parle d'une augmentation du PIB de 2,5 %, chiffre qui, il y a vingt ans, aurait été risible. Mais surtout à quel prix ? Une baisse intense des salaires, des milliers de faillites, regroupements, fusions ; énorme hausse de la dette publique et privée ; importance croissante du capital spéculatif et financier par rapport à celui investi dans la production. Enfin, cette petite reprise qui va légèrement soulager la crise la plus grave du capitalisme depuis 1929 se fonde sur la dette, les bas salaires, la dévaluation des capitaux et elle préparera de nouvelles politiques toujours plus lourdes d'attaque contre la force de travail au fur et à mesure que les vents de la guerre se renforceront. Dans ce contexte, le travail d'une petite minorité révolutionnaire comme la nôtre est et reste vital : maintenir vivant le programme et la perspective de l'alternative socialiste à ce mode de production pris dans la spirale d'une crise profonde et violente.

Une nouvelle année de militantisme internationaliste s'ouvre. Chacun d'entre nous est appelé à accomplir sa tâche pour l'idéal commun.

Samedi, 16, janvier 2016

Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org

En mémoire de Sandro Saggiro

Nous apprenons avec tristesse la disparition de Sandro Saggiro à la suite d'une longue maladie.

Nous l'avons rencontré en plusieurs occasions, en particulier lors des recherches qu'il a faites sur l'histoire de la Gauche communiste d'Italie, et nous avons apprécié son côté humain tout comme sa rigueur scientifique et l'honnêteté qu'il avait manifestés dans ses études.

Il n'appartenait pas à notre courant, il était plus proche d'une sorte de "bordiguisme éthéré", si l'on peut dire, mais

nous le considérons comme un camarade qui, au-delà des positions différentes, participait à notre combat pour un monde différent et meilleur.

Nous présentons nos condoléances à sa famille et à ses proches.

Partito comunista internazionalista - Battaglia comunista,

Jeudi 19 Novembre 2015

Nous écrire :

**Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS**

**Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :**
www.leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionalista (Italie)

Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano

info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne)

CWO

P.O. Box 338

S3 9YX Sheffield

uk@leftcom.org

Gruppe Internationaler Sozialistinnen (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,

Rungestr. 20, 10179 Berlin

de@leftcom.org

Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :

Au Canada écrire à :

RS

CP 173 Succ. "C"

Montreal QC

H2L 4K1

Internationalists Notes

Aux USA :

P.O. Box 14173

Madison, Wisconsin

WI 53708-0173

us@leftcom.org

το ένζυμο (Grèce) : contact par le site <https://engymo.wordpress.com>

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^e Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.
- Bordiga – au delà du mythe
Validité et limites d'une expérience révolutionnaire
Onorato Damen – éditions Prometeo



Nos positions de base

1. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
2. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
3. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
4. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
5. Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.